

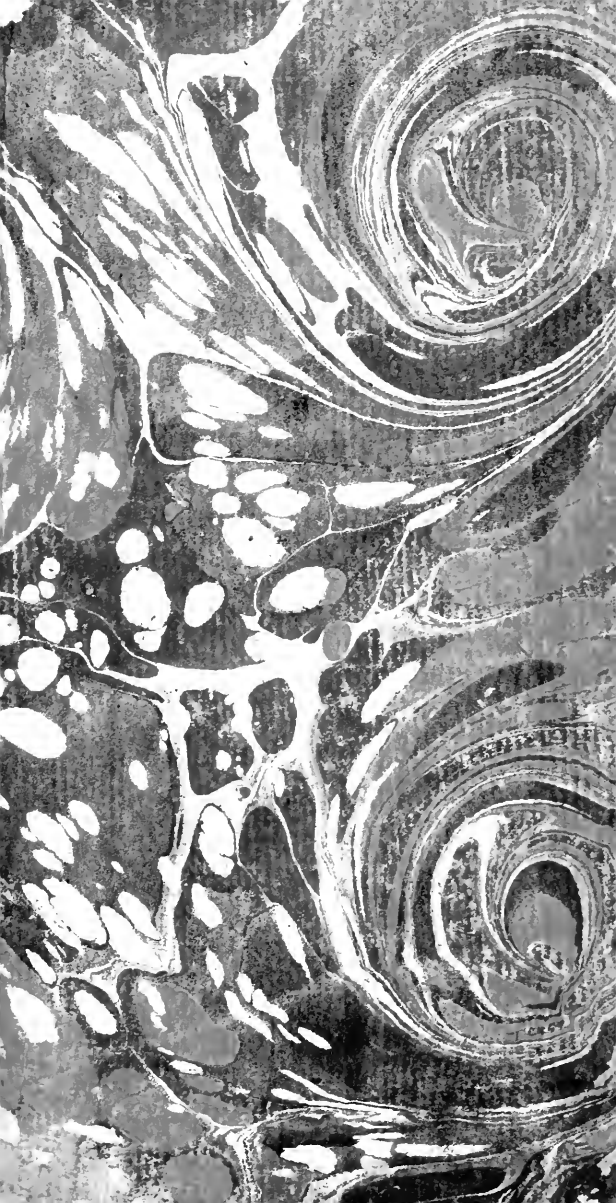


VITAM
IMPENDERE
VERO.

N^o 8312



Library
of the
University of Toronto



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

LETTRES

ÉCRITES

DE

LA MONTAGNE;

PAR J. J. ROUSSEAU.

SECONDE PARTIE.



A AMSTERDAM,

Chez MARC-MICHEL REY.

M. DCC. LXV.





L E T T R E S

É C R I T E S

DE LA MONTAGNE.

SEPTIEME LETTRE.

VOUS m'aurez trouvé diffus , Monsieur ; mais il falloit l'être , & les sujets que j'avois à traiter ne se discutent pas par des épigrammes. D'ailleurs ces sujets m'éloignoient moins qu'il ne semble de celui qui vous intéresse. En parlant de moi je pensois à vous ; & votre question tenoit si bien à la mienne , que l'une est déjà résolue avec l'autre , il ne me reste que la conséquence à tirer. Par-tout où l'innocence n'est pas en sûreté , rien n'y peut être : par-tout où les Loix sont violées impunément , il n'y a plus de liberté.

Cependant comme on peut séparer l'intérêt d'un particulier de celui du public , vos idées sur ce point sont encore

II. Partie.

A

incertaines : vous persistez à vouloir que je vous aide à les fixer. Vous demandez quel est l'état présent de votre République, & ce que doivent faire ses Citoyens ? Il est plus aisé de répondre à la première question qu'à l'autre.

Cette première question vous embarrasse sûrement, moins par elle-même que par les solutions contradictoires qu'on lui donne autour de vous. Des Gens de très-bons sens vous disent ; nous sommes le plus libre de tous les peuples, & d'autres Gens de très-bon sens vous disent ; nous vivons sous le plus dur esclavage. Lesquels ont raison, me demandez-vous ? Tous, Monsieur ; mais à différents égards : une distinction très-simple les concilie. Rien n'est plus libre que votre état légitime ; rien n'est plus servile que votre état actuel.

Vos loix ne tiennent leur autorité que de vous ; vous ne reconnoissez que celles que vous faites ; vous ne payez que les droits que vous imposez, vous élisez les Chefs qui vous gouvernent ; ils n'ont droit de vous juger que par des formes prescrites. En Conseil général vous êtes Législateurs, Souverains, indépendants de toute puissance humaine ; vous ratifiez les traités, vous décidez de la paix & de la guerre ; vos Magistrats eux-mêmes vous traitent de *Magnifiques, très-honorés & souverains Seigneurs*. Voilà votre liberté : voici votre servitude.

Le corps chargé de l'exécution de vos Loix en est l'interprète & l'arbitre suprême ; il les fait parler comme il lui plaît ; il peut les faire taire ; il peut même les violer sans que vous puissiez y mettre ordre ; il est au-dessus des Loix.

Les Chefs que vous élisez, ont, indépendamment de votre choix, d'autres pouvoirs qu'ils ne tiennent pas de vous, & qu'ils étendent aux dépens de ceux de qui ils en tiennent. Limités dans vos élections à un petit nombre d'hommes, tous dans les mêmes principes & tous animés du même intérêt, vous faites avec un grand appareil un choix de peu d'importance. Ce qui importeroit dans cette affaire seroit de pouvoir rejeter tous ceux entre lesquels on vous force de choisir. Dans une élection libre en apparence vous êtes si gênés de toutes parts que vous ne pouvez pas même élire un premier Syndic ni un Syndic de la Garde : le Chef de la République & le Commandant de la Place ne sont pas à votre choix.

Si l'on n'a pas le droit de mettre sur vous de nouveaux impôts, vous n'avez pas celui de rejeter les vieux. Les finances de l'Etat sont sur un tel pied, que sans votre concours elles peuvent suffire à tout. On n'a donc jamais besoin de vous ménager dans cette vue, & vos droits à cet égard se réduisent à être exempts en partie & à n'être jamais nécessaires.

Les procédures qu'on doit suivre en vous jugeant sont prescrites ; mais quand le Conseil veut ne les pas suivre , personne ne peut l'y contraindre , ni l'obliger à réparer les irrégularités qu'il commet. Là-dessus je suis qualifié pour faire preuve , & vous savez si je suis le seul.

En Conseil général votre souveraine puissance est enchaînée : vous ne pouvez agir que quand il plaît à vos Magistrats , ni parler que quand ils vous interrogent. S'ils veulent même ne point assembler de Conseil général , votre autorité , votre existence est anéantie , sans que vous puissiez leur opposer que de vains murmures qu'ils font en possession de mépriser.

Enfin si vous êtes Souverains Seigneurs dans l'assemblée , en sortant de-là vous n'êtes plus rien. Quatre heures par an Souverains subordonnés vous êtes sujets le reste de la vie & livrés sans réserve à la discrétion d'autrui.

Il vous est arrivé, Messieurs , ce qu'il arrive à tous les Gouvernements semblables au vôtre. D'abord la puissance Législative & la puissance exécutive qui constituent la souveraineté n'en sont pas distinctes. Le Peuple Souverain veut par lui-même , & par lui-même il fait ce qu'il veut. Bien-tôt l'incommodité de ce concours de tous à toute chose , force le Peuple Souverain de charger quelques-uns

L E T T R E. J

de ses membres d'exécuter ses volontés. Ces Officiers , après avoir rempli leur commission en rendent compte , & rentrent dans la commune égalité. Peu-à-peu ces commissions deviennent fréquentes , enfin parmanentes. Insensiblement il se forme un corps qui agit toujours. Un corps qui agit toujours ne peut pas rendre compte de chaque acte : il ne rend plus compte que des principaux ; bien-tôt il vient à bout de n'en rendre d'aucun. Plus la puissance qui agit est active , plus elle énerve la puissance qui veut. La volonté d'hier est censée être aussi celle d'aujourd'hui ; au lieu que l'acte d'hier ne dispense pas d'agir aujourd'hui. Enfin l'inaction de la puissance qui veut , la soumet à la puissance qui exécute ; celle-ci rend peu-à-peu ses actions indépendantes , bien-tôt ses volontés : au lieu d'agir pour la puissance qui veut , elle agit sur elle. Il ne reste alors dans l'Etat qu'une puissance agissante , c'est l'exécutive. La puissance exécutive n'est que la force , & où regne la seule force, l'Etat est dissout. Voilà , Monsieur , comment périssent à la fin tous les Etats démocratiques.

Parcourez les annales du vôtre , depuis le temps où vos Syndics , simples procureurs établis par la Communauté pour vaquer à telle ou telle affaire , lui rendoient compte de leur Commission le chapeau bas , & rentroient à l'instant

dans l'ordre des particuliers, jusqu'à celui où ces mêmes Syndics, dédaignant les droits de Chefs & de Juges qu'ils tiennent de leur élection, leur préfèrent le pouvoir arbitraire d'un corps dont la Communauté n'élit point les membres, & qui s'établit au-dessus d'elle contre les Loix : suivez les progrès qui séparent ces deux termes, vous connoîtrez à quel point vous en êtes & par quels degrés vous y êtes parvenus.

Il y a deux siècles qu'un Politique auroit pu prévoir ce qui vous arrive. Il auroit dit; l'institution que vous formez est bonne pour le présent, & mauvaise pour l'avenir; elle est bonne pour établir la liberté publique, mauvaise pour la conserver, & ce qui fait maintenant votre sûreté sera dans peu la matière de vos chaînes. Ces trois corps qui rentrent tellement l'un dans l'autre, que du moindre dépend l'activité du plus grand, sont en équilibre tant que l'action du plus grand est nécessaire & que la Législation ne peut se passer du Législateur. Mais quand une fois l'établissement sera fait, le corps qui l'a formé manquant de pouvoir pour le maintenir, il faudra qu'il tombe en ruine, & ce seront vos Loix mêmes qui causeront votre destruction. Voilà précisément ce qui vous est arrivé. C'est, sauf la disproportion, la chute du Gouvernement Polonois par l'extrémité

contraire. La constitution de la République de Pologne n'est bonne que pour un Gouvernement où il n'y a plus rien à faire. La vôtre, au contraire, n'est bonne qu'autant que le Corps législatif agit toujours.

Vos Magistrats ont travaillé de tous les temps & sans relâche à faire passer le pouvoir suprême du Conseil général au petit Conseil par la gradation du Deux-Cent; mais leurs efforts ont eu des effets différents, selon la manière dont ils s'y sont pris. Presque toutes leurs entreprises d'éclat ont échoué, parce qu'alors ils ont trouvé de la résistance, & que dans un Etat tel que le vôtre, la résistance publique est toujours sûre, quand elle est fondée sur les Loix.

La raison de ceci est évidente. Dans tout Etat la Loi parle où parle le Souverain. Or dans une Démocratie où le Peuple est Souverain, quand les divisions intestines suspendent toutes les formes & font taire toutes les autorités, la sienne seule demeure, & où se porte alors le plus grand nombre, là réside la Loi & l'autorité.

Que si les Citoyens & Bourgeois réunis ne sont pas le Souverain, les Conseils sans les Citoyens & Bourgeois le sont beaucoup moins encore, puisqu'ils n'en sont que la moindre partie en quantité. Si-tôt qu'il s'agit de l'autorité suprême, tout rentre à Genève dans l'égalité, selon les

termes de l'Edit. *Que tous soient contenus en degré de Citoyens & Bourgeois , sans vouloir se préférer & s'attribuer quelque autorité & Seigneurie par dessus les autres.* Hors du Conseil général , il n'y a point d'autre Souverain que la Loi , mais quand la Loi même est attaquée par ses Ministres , c'est au Législateur à la soutenir. Voilà ce qui fait que par-tout où regne une véritable liberté , dans les entreprises marquées le Peuple a presque toujours l'avantage.

Mais ce n'est pas par des entreprises marquées que vos Magistrats ont amené les choses au point où elles sont ; c'est par des ressorts modérés & continus , par des changements presque insensibles dont vous ne pouviez prévoir la conséquence , & qu'à peine même pouviez-vous remarquer. Il n'est pas possible au Peuple de se tenir sans cesse en garde contre tout ce qui se fait , & cette vigilance lui tourneroit même à reproche. On l'accuseroit d'être inquiet & remuant , toujours prêt à s'allarmer sur des riens. Mais de ces riens-là sur lesquels on se tait , le Conseil fait avec le tems faire quelque chose. Ce qui se passe actuellement sous vos yeux en est la preuve.

Toute l'autorité de la République réside dans les Syndics qui sont élus dans le Conseil général. Ils y prêtent serment parce qu'il est leur seul Supérieur , & ils

ne le prêtent que dans ce Conseil parce que c'est à lui seul qu'ils doivent compte de leur conduite, de leur fidélité à remplir le serment qu'ils y ont fait. Ils jurent de rendre bonne & droite justice ; ils sont les seuls Magistrats qui jurent cela dans cette assemblée , parce qu'ils sont les seuls à qui ce droit soit conféré par le Souverain (a) , & qui l'exercent sous la seule autorité. Dans le jugement public des criminels ils jurent encore seuls devant le Peuple , en se levant (b) & haussant leurs bâtons , d'avoir fait droit jugement , sans haine ni faveur , priant Dieu de les punir s'ils ont fait au contraire ; & jadis les sentences criminelles se rendoient

[a] Il n'est conféré à leur Lieutenant qu'en sous-ordre , & c'est pour cela qu'il ne prête point serment en Conseil général. Mais, dit l'Auteur des Lettres , le serment que prêtent les membres du Conseil , est-il moins obligatoire , & l'exécution des engagements contractés avec la divinité même , dépend-t-elle du lieu dans lequel on les contracte ? Non sans doute ; mais s'ensuit-il qu'il soit indifférent dans quels lieux & dans quelles mains le serment soit prêté , & ce choix ne marque-t-il pas ou par qui l'autorité est conférée , ou à qui l'on doit compte de l'usage qu'on en fait ? A quels hommes d'Etat avons-nous à faire , s'il faut leur dire ces choses-là ? Les ignorent-ils , ou s'ils feignent de les ignorer ?

[b] Le Conseil est présent aussi , mais ses membres ne jurent point & demeurent assis.

en leur nom seul , fans qu'il fût fait mention d'autre Conseil que de celui des Citoyens , comme on le voit par la sentence de Morelli ci - devant transcrite , & par celle de Valentin Gentil rapportée dans les opuscules de Calvin.

Or vous sentez bien que cette puissance exclusive , ainsi reçue immédiatement du Peuple , gêne beaucoup les prétentions du Conseil. Il est donc naturel que pour se délivrer de cette dépendance il tâche d'affoiblir peu-à-peu l'autorité des Syndics , de fonder dans le Conseil la Jurisdiction qu'ils ont reçue , & de transmettre insensiblement à ce corps permanent , dont le Peuple n'élit point les membres , le pouvoir grand mais passager des Magistrats qu'il élit. Les Syndics eux-mêmes , loin de s'opposer à ce changement doivent aussi le favoriser ; parce qu'ils sont Syndics seulement tous les quatre ans , & qu'ils peuvent même ne pas l'être ; au lieu que , quoiqu'il arrive , ils sont Conseillers toute leur vie , le Grabeau n'étant plus qu'un vain cérémonial (c).

[c] Dans la première Institution, les quatre Syndics nouvellement élus & les quatre anciens Syndics rejettoient tous les ans huit membres des seize restants du petit Conseil , & en proposoient huit nouveaux, lesquels passaient ensuite aux suffrages des Deux - Cens , pour être admis ou rejetés. Mais insensiblement on

Cela gagné, l'élection des Syndics deviendra de même une cérémonie tout aussi vaine que l'est déjà la tenue des Conseils généraux, & le petit Conseil verra fort paisiblement les exclusions ou préférence que le Peuple peut donner pour le Syndicat à ses membres, lorsque tout cela ne décidera plus de rien.

Il a d'abord pour parvenir à cette fin un grand moyen dont le peuple ne peut connoître ; c'est la police intérieure du Conseil, dont, quoique réglée par les Edits, il peut diriger la forme à son gré

ne rejetta des vieux Conseillers que ceux dont la conduite avoit donné prise au blâme, & lorsqu'ils avoient commis quelque faute grave, on n'attendoit pas les élections pour les punir ; mais on les mettoit d'abord en prison, & on leur faisoit leur procès comme au dernier particulier. Par cette règle d'anticiper le châtiement & de le rendre sévère, les Conseillers restés étant tous irréprochables ne donnoient aucune prise à l'exclusion : ce qui changea cet usage en la formalité cérémonieuse & vaine qui porte aujourd'hui le nom de *Grabeau*. Admirable effet des Gouvernements libres, où les usurpations même ne peuvent s'établir qu'à l'appui de la vertu !

Au reste le droit réciproque des deux Conseils empêcheroit seul aucun des deux d'oser s'en servir sur l'autre, sinon de concert avec lui, de peur de s'exposer aux représailles. Le *Grabeau* ne sert proprement qu'à les tenir bien unis contre la bourgeoisie, & à faire sauter

(d), n'ayant aucun surveillant qui l'en empêche ; car quant au Procureur général, on doit en ceci le compter pour rien (e). Mais cela ne suffit pas encore ; il faut accoutumer le Peuple même à ce transport de juridiction. Pour cela on ne commence pas par ériger, dans d'import-

l'un par l'autre les membres qui auroient pas l'esprit du corps.

[d] C'est ainsi que dès l'année 1655, le petit Conseil & le Deux-Cent, établirent dans leurs Corps la balote & les billets, contre l'Edit.

[e] Le Procureur général, établi pour être l'homme de la Loi, n'est que l'homme du Conseil. Deux causes font presque toujours exercer cette charge contre l'esprit de son institution. L'une est le vice de l'institution même qui fait de cette Magistrature un degré pour parvenir au Conseil ; au lieu qu'un Procureur général ne devoit rien voir au-dessus de sa place, & qu'il devoit lui être interdit par la Loi d'aspirer à nulle autre. La seconde cause est l'imprudence du peuple qui confie cette charge à des hommes apparentés dans le Conseil, ou qui sont de familles en possession d'y entrer, sans considérer qu'ils ne manqueront pas ainsi d'employer contre lui les armes qu'il leur donne pour sa défense. J'ai oui des Genevois distinguer l'homme du peuple d'avec l'homme de la Loi, comme si ce n'étoit pas la même chose. Les Procureurs généraux devoient être, durant leurs six ans, les Chefs de la Bourgeoisie, & devenir son conseil après cela : mais ne la voilà-t-il pas bien protégée & bien conseillée, & n'a-t-elle pas fort à se féliciter de son choix ?

tantes affaires , des Tribunaux composés des seuls Conseillers , mais on en érige d'abord de moins remarquables sur des objets peu intéressants. On fait ordinairement présider ces Tribunaux par un Syndic auquel on substitue quelquefois un ancien Syndic , puis un Conseiller , sans que personne y fasse attention ; on répète sans bruit cette manœuvre jusqu'à ce qu'elle fasse usage : on la transporte au criminel. Dans une occasion plus importante on érige un Tribunal pour juger des Citoyens. A la faveur de la Loi des récusations on fait présider ce Tribunal par un Conseiller. Alors le Peuple ouvre les yeux & murmure. On lui dit , de quoi vous plaignez-vous ? Voyez les exemples ; nous n'innovons rien.

Voilà , Monsieur , la politique de vos Magistrats. Ils font leurs innovations peu-à-peu , lentement , sans que personne en voie la conséquence ; & quand enfin l'on s'en apperçoit & qu'on y veut porter remède , ils crient qu'on veut innover.

Et voyez , en effet , sans sortir de cet exemple , ce qu'ils ont dit à cette occasion. Ils s'appuyoient sur la Loi des récusations : on leur répond ; la Loi fondamentale de l'Etat veut que les Citoyens ne soient jugés que par leurs Syndics. Dans la concurrence de ces deux Loix , celle-ci doit exclure l'autre ; en pareil cas pour les observer toutes deux , on devroit plu-

côt élire un Syndic *ad actum*. A ce mot , tout est perdu ! Un Syndic *ad actum* ! innovation ! Pour moi , je ne vois rien là de si nouveau qu'ils disent : si c'est le mot, on s'en sert tous les ans aux élections ; & si c'est la chose , elle est encore moins nouvelle ; puisque les premiers Syndics qu'ait eu la Ville , n'ont été Syndics qu'*ad actum* : lorsque le Procureur général est refusable , n'en faut-il pas un autre *ad actum* pour faire ses fonctions ; & les adjoints tirés d Deux-Cent pour remplir les Tribunaux , que sont-ils autre chose que des Conseillers *ad actum* ? Quand un nouvel abus s'introduit , ce n'est point innover , que d'y proposer un nouveau remède ; au contraire , c'est chercher à rétablir les choses sur l'ancien pied. Mais ces Messieurs n'aiment point qu'on fouille ainsi dans les antiquités de leur Ville : Ce n'est que dans celles de Carthage & de Rome qu'ils permettent de chercher l'explication de vos Loix.

Je n'entreprendrai point le parallèle de celles de leurs entreprises qui ont manqué, & de celles qui ont réussi : quand il y auroit compensation dans le nombre , il n'y en auroit point dans l'effet total. Dans une entreprise exécutée ils gagnent des forces ; dans une entreprise manquée ils ne perdent que du temps. Vous , au contraire , qui ne cherchez & ne pouvez chercher qu'à maintenir votre constitution ,
quand

quand vous perdez , vos pertes sont réelles , & quand vous gagnez , vous ne gagnez rien. Dans un progrès de cette espece, comment espérer de rester au même point ?

De toutes les époques qu'offre à méditer l'histoire instructive de votre Gouvernement, la plus remarquable par sa cause , & la plus importante par son effet , est celle qui a produit le réglemeut de la Médiation. Ce qui donna lieu primitivement à cette célèbre époque , fut une entreprise indiscrete , faite hors de temps par vos Magistrats. Ils avoient doucement usurpé le droit de mettre des impôts ; mais avant d'avoir assez affermi leur puissance , ils voulurent abuser de ce droit. Au lieu de réserver ce coup pour le dernier , l'avidité le leur fit porter avant les autres , & précisément après une commotion qui n'étoit pas bien assoupie. Cette faute en attira de plus grandes , difficiles à réparer. Comment de si fins politiques ignoroient-ils une maxime aussi simple que celle qu'ils choquerent en cette occasion ? Par tout pays le peuple ne s'apperçoit qu'on attente à sa liberté , que lorsqu'on attente à sa bourse ; ce qu'aussi les usurpateurs adroits se gardent bien de faire que tout le reste ne soit fait. Ils voulurent renverser cet ordre , & s'en trouverent mal (f). Les suites de cette affaire pro-

[f] L'objet des impôts établis en 1716 , étoit la
11. Partie.

duisirent les mouvements de 1734 , & l'affreux complot qui en fut le fruit.

Ce fut une seconde faute pire que la première. Tous les avantages du temps sont pour eux ; ils se les ôtent dans les entreprises brusques , & mettent la machine dans le cas de se remonter tout d'un coup ! c'est ce qui faillit arriver dans cette affaire, Les événements qui précédèrent la Médiation , leur firent perdre un siècle , & produisirent un autre effet défavorable pour eux. Ce fut d'apprendre à l'Europe que cette Bourgeoisie qu'ils avoient voulu détruire, & qu'ils peignoient comme une populace effrénée , savoit garder dans ses avantages la modération qu'ils ne connurent jamais dans les leurs.

Je ne dirai pas si ce recours à la Médiation doit être compté comme une troisième faute. Cette Médiation fut , ou parut offerte , si cette offre fut réelle ou sollicitée , c'est ce que je ne puis ni ne veux pénétrer : je fais seulement que tan-

dépense des nouvelles fortifications : le plan de ces nouvelles fortifications étoit immense & il a été exécuté en partie. De si vastes fortifications rendoit nécessaire une grosse garnison , & cette grosse garnison avoit pour but de tenir les Citoyens & Bourgeois sous le joug. On parvenoit par cette voie à former à leurs dépens les fers qu'on leur préparoit. Le projet étoit bien lié , mais il marchoit dans un ordre rétrograde. Au. li n'a-t-il pu réussir.

dis que vous couriez le plus grand danger, tout garda le silence, & que ce silence ne fut rompu que quand le danger passa dans l'autre parti. Du reste, je veux d'autant moins imputer à vos Magistrats d'avoir imploré la Mediation, qu'oser même en parler, est à leurs yeux le plus grand des crimes.

Un Citoyen se plaignant d'un emprisonnement illégal, injuste & déshonorant, demandoit comment il falloit s'y prendre pour recourir à la garantie. Le Magistrat auquel il s'adressoit osa lui répondre que cette seule proposition méritoit la mort. Or, vis-à-vis du Souverain le crime seroit aussi grand, & plus grand peut-être de la part du Conseil, que de la part d'un simple particulier; & je ne vois pas où l'on en peut trouver un digne de mort dans un second recours, rendu légitime par la garantie qui fut l'effet du premier.

Encore un coup, je n'entreprends point de discuter une question si délicate à traiter & si difficile à résoudre. J'entreprends simplement d'examiner, sur l'objet qui nous occupe, l'état de votre Gouvernement fixé ci-devant par le règlement des Plénipotentiaires, mais dénaturé maintenant par les nouvelles entreprises de vos Magistrats. Je suis obligé de faire un long circuit pour aller à mon

but , mais daïgnéZ mē suivre , & nous nous retrouverons bien.

Je n'ai point la témérité de vouloir critiquer ce réglemeut ; au contraire , j'en admire la sagesse , & j'en respecte l'impartialité. J'y crois voir les intentions les plus droites & les dispositions les plus judicieuses. Quand on fait combien de choses étoient contre vous dans ce moment critique , combien vous aviez de préjugés à vaincre , quel crédit à surmonter , que de faux exposés à détruire ; quand on se rappelle avec quelle confiance vos adversaires comptoient vous écraser par les mains d'autrui , l'on ne peut qu'honorer le zèle , la constance , & les talents de vos défenseurs , l'équité des Puissances médiatrices & l'intégrité des Plénipotentiaires qui ont consommé cet ouvrage de paix.

Quoiqu'on en puisse dire , l'Edit de la Médiation a été le salut de la République , & quand on ne l'enfreindra pas , il en fera la conservation. Si cet Ouvrage n'est pas parfait en lui-même , il l'est relativement ; il l'est quant aux temps , aux lieux , aux circonstances , il est le meilleur qui vous pût convenir. Il doit vous être inviolable & sacré par prudence , quand il ne le seroit pas par nécessité , & vous n'en devriez pas ôter une ligne , quand vous seriez les maîtres de l'anéantir. Bien plus , la raison même qui le rend

nécessaire , le rend nécessaire dans son entier. Comme tous les articles balancés forment l'équilibre , un seul article altéré le détruit. Plus le règlement est utile ; plus il seroit nuisible ainsi mutilé. Rien ne seroit plus dangereux que plusieurs articles pris séparément & détachés du corps qu'ils affermissent. Il vaudroit mieux que l'édifice fût rasé qu'ébranlé. Laissez ôter une seule pierre de la voûte , & vous serez écrasés sous ses ruines.

Rien n'est plus facile à sentir par l'examen des articles dont le Conseil se prévaut , & de ceux qu'il veut éluder. Souvenez-vous , Monsieur , de l'esprit dans lequel j'entreprends cet examen. Loin de vous conseiller de toucher à l'Edit de la Médiation , je veux vous faire sentir combien il vous importe de n'y laisser porter aucune atteinte. Si je paroissais critiquer quelques articles , c'est pour montrer de quelle conséquence il seroit d'ôter ceux qui les rectifient. Si je paroissais proposer des expédients qui ne s'y rapportent pas , c'est pour montrer la mauvaise foi de ceux qui trouvent des difficultés insurmontables, où rien n'est plus aisé que de lever ces difficultés. Après cette explication j'entre en matière sans scrupule , bien persuadé que je parle à un homme trop équitable, pour me prêter un dessein tout contraire au mien.

Je sens bien que si je m'adressois aux

étrangers, il conviendrait pour me faire entendre de commencer par un tableau de votre constitution ; mais ce tableau se trouve déjà tracé suffisamment pour eux dans l'article Genève de M. d'Alembert, & un exposé plus détaillé seroit superflu pour vous qui connoissez vos Loix politiques mieux que moi-même, ou qui du moins en avez vu le jeu de plus près. Je me borne donc à parcourir les articles du règlement qui tiennent à la question présente, & qui peuvent le mieux en fournir la solution.

Dès le premier je vois votre Gouvernement composé de cinq ordres subordonnés, mais indépendants, c'est-à-dire, existants nécessairement, dont aucun ne peut donner atteinte aux droits & attributs d'un autre, & dans ces cinq ordres je vois compris le Conseil Général. Dès-là je vois dans chacun des cinq une portion particulière du Gouvernement, mais je n'y vois point la Puissance constitutive qui les établit, qui les lie, & de laquelle ils dépendent tous ; je n'y vois point le Souverain. Or, dans tout Etat politique il faut une Puissance suprême, un centre où tout se rapporte, un principe d'où tout dérive, un Souverain qui puisse tout.

Figurez-vous, Monsieur, que quelqu'un vous rendant compte de la constitution de l'Angleterre vous parle ainsi., Le

„ Gouvernement de la Grande-Bretagne
„ est composé de quatre Ordres , dont
„ aucun ne peut attenter aux droits &
„ attributions des autres; savoir, le Roi,
„ la Chambre haute, la Chambre basse,
„ & le Parlement. „ Ne diriez-vous pas
à l'instant; vous vous trompez: il n'y a
que trois Ordres. Le Parlement qui, lors-
que le Roi y siége, les comprend tous,
n'en est pas un quatrième; il est le tout;
il est le pouvoir unique & suprême, du-
quel chacun tire son existence & ses
droits. Revêtu de l'autorité législative,
il peut changer même la Loi fondamen-
tale, en vertu de laquelle chacun de ces
ordres existe; il le peut, & de plus, il l'a
fait.

Cette réponse est juste, l'application en
est claire; & cependant il y a encore cet-
te différence que le Parlement d'Angle-
terre n'est souverain qu'en vertu de la Loi,
& seulement par attribution & députation.
Au lieu que le Conseil général de Genève
n'est établi, ni député de personne; il est
souverain de son propre chef: il est la Loi
vivante & fondamentale qui donne vie &
force à tout le reste, & qui ne connoît
d'autres droits que les siens. Le Conseil
général n'est pas un ordre dans l'Etat, il
est l'Etat même.

L'Article second porte que les Syndics
ne pourront être pris que dans le Conseil
des Vingt-cinq. Or, les Syndics sont des

Magistrats annuels que le peuple élit & choisit , non-seulement pour être ses Juges , mais pour être ses Protecteurs , au besoin contre les membres perpétuels des Conseils , qu'il ne choisit pas (g).

L'effet de cette restriction dépend de la différence qu'il y a entre l'autorité des membres du Conseil & celle des Syndics. Car si la différence n'est très-grande , & qu'un Syndic n'estime plus son autorité perpétuelle comme Syndic que son autorité perpétuelle comme Conseiller , cette élection lui sera presque indifférente ; il fera peu pour l'obtenir , & ne fera rien pour la justifier. Quand tous les membres du Conseil , animés du même esprit , suivront les mêmes maximes , le Peuple ,

[g] En attribuant la nomination des membres du petit Conseil au Deux-Cent , rien n'étoit plus aisé que d'ordonner cette attribution selon la Loi fondamentale. Il suffisoit pour cela d'ajouter qu'on ne pourroit entrer au Conseil qu'après avoir été Auditeur. De cette manière la gradation des charges étoit mieux observée, & les trois Conseils concouroient au choix de celui qui fait tout mouvoir ; ce qui étoit non-seulement important mais indispensable , pour maintenir l'unité de la constitution. Les Genevois pourront ne pas senti l'avantage de cette clause , vu que le choix des Auditeurs est aujourd'hui de peu d'effet ; mais on l'eût considéré bien différemment quand cette charge fut devenue la seule porte du conseil.

sur

sur une conduite commune à tous ne pouvant donner d'exclusion à personne , ni choisir que des Syndics déjà Conseillers , loin de s'assurer par cette élection des Patrons contre les attentats du Conseil , ne fera que donner au Conseil de nouvelles forces pour opprimer la liberté.

Quoique ce même choix , eût lieu pour l'ordinaire dans l'origine de l'institution , tant qu'il fut libre il n'eût pas la même conséquence. Quand le Peuple nommoit les Conseillers lui-même , ou quand il les nommoit indirectement par les Syndics qu'il avoit nommés , il lui étoit indifférent & même avantageux de choisir ses Syndics parmi des Conseillers déjà de son choix (*h*), & il étoit sage alors de pré-

[*h*] Le petit Conseil dans son origine n'étoit qu'un choix fait entre le Peuple , par les Syndics de quelques Notables ou Prud-hommes , pour leur servir d'Assesseurs. Chaque Syndic en choisissoit quatre ou cinq dont les fonctions finissoient avec les siennes : quelquefois même il les changeoit durant le cours de son Syndicat. *Henri dit l'Espagne*, fut le premier Conseiller à vie en 1487 , & il fut établi par le Conseil général. Il n'étoit pas même nécessaire d'être Citoyen pour remplir ce poste. la Loi n'en fut faite qu'à l'occasion d'un certain Michel Guillet de Thonon, qui ayant été mis du Conseil étoit, s'en fit chasser pour avoir usé de mille finesse ultramontaines qu'il apportoit de Rome où il avoit été nourri. Les Magistrats de la Ville , alors vrais Génevois & peres du Peuple , avoient toutes ces sublimités en horreur.

férier des chefs déjà versés dans les affaires : mais une considération plus importante eût dû l'emporter aujourd'hui sur celle-là. Tant il est vrai qu'un même usage a des effets différents par les changements des usages qui s'y rapportent , & qu'en cas pareil c'est innover que n'innover pas !

L'Article III. du Règlement , est le plus considérable. Il traite du Conseil général légitimement assemblé : il en traite pour fixer les droits & attributions qui lui sont propres , & il lui en rend plusieurs que les Conseils inférieurs avoient usurpés. Ces droits en totalité sont grands & beaux , sans doute ; mais premierement ils sont spécifiés , & par cela seul limités ; ce qu'on pose exclut ce qu'on ne pose pas , & même le mot *limités* est dans l'Article. Or , il est de l'essence de la Puissance Souveraine de ne pouvoir être limitée : elle peut tout ou elle n'est rien. Comme elle contient éminemment toutes les puissances actives de l'Etat ; & qu'il n'existe que par elle , elle n'y peut reconnoître d'autres droits que les siens & ceux qu'elle communique. Autrement les possesseurs de ces droits ne seroient point partie du corps politique ; ils lui seroient étrangers par ces droits qui ne seroient pas en lui , & la personne morale , manquant d'unité , s'évanouiroit.

Cette limitation même est positive en

ce qui concerne les Impôts. Le Conseil Souverain lui-même n'a pas le droit d'abolir ceux qui étoient établis avant 1714. Le voilà donc à cet égard soumis à une Puissance supérieure. Quelle est cette Puissance ?

Le pouvoir législatif consiste en deux choses inséparables : faire les Loix & les maintenir ; c'est-à-dire , avoir inspection sur le pouvoir exécutif. Il n'y a point d'Etat au monde où le Souverain n'ait cette inspection. Sans cela toute liaison, toute subordination manquant entre ces deux pouvoirs , le dernier ne dépendroit point de l'autre ; l'exécution n'auroit aucun rapport nécessaire aux Loix ; la *Loi* ne seroit qu'un mot , & ce mot ne signifieroit rien. Le Conseil général eu de tout temps ce droit de protection sur son propre ouvrage , il l'a toujours exercé : Cependant il n'en est point parlé dans cet article , & s'il n'y étoit suppléé dans un autre , par ce seul silence votre état seroit renversé. Ce point est important & j'y reviendrai ci-après.

Si vos droits sont bornés d'un côté dans cet Article , ils y sont étendus de l'autre par les paragraphes 3 & 4 : mais cela fait-il compensation ? par les principes établis dans le Contrat Social, on voit que malgré l'opinion commune , les alliances d'Etat à Etat , les déclarations de guerre

& les traités de paix , ne font pas des actes de souveraineté , mais de Gouvernement ; & ce sentiment est conforme à l'usage des Nations , qui ont le mieux connu les vrais principes du Droit politique. L'exercice extérieur de la Puissance ne convient point au Peuple ; les grandes maximes d'Etat ne font pas à sa portée ; il doit s'en rapporter là-dessus à ses chefs qui , toujours plus éclairés que lui sur ce point , n'ont guères intérêt à faire au dehors des traités désavantageux à la patrie ; l'ordre veut qu'il leur laisse tout l'éclat extérieur & qu'il s'attache uniquement au solide. Ce qui importe essentiellement à chaque Citoyen , c'est l'observation des Loix au dedans , la propriété des biens , la sûreté des particuliers. Tant que tout ira bien sur ces trois points , laissez les Conseils négocier & traiter avec l'étranger ; ce n'est pas de là que viendront vos dangers les plus à craindre. C'est autour des individus qu'il faut rassembler les droits du Peuple , & quand on peut l'attaquer séparément on le subjuge toujours. Je pourrois alléguer la sagesse des Romains qui , laissant au Sénat un grand pouvoir au dehors , le forçoient dans la Ville à respecter le dernier Citoyen ; mais n'allons pas si loin chercher des modeles. Les Bourgeois de Neufchâtel se sont conduits bien plus sagement sous leurs Princes , que vous

fous vos Magistrats (*i*). Ils ne font ni la paix ni la guerre, ils ne ratifient point les traités; mais ils jouissent en sûreté de leurs franchises; & comme la Loi n'a point présumé que dans une petite Ville, un petit nombre d'honnêtes Bourgeois feroient des scélérats, on ne réclame point dans leurs murs, on n'y connoît pas même l'odieux droit d'emprisonner sans formalités. Chez vous on s'est toujours laissé séduire à l'apparence, & l'on a négligé l'essenciel. On s'est trop occupé du Conseil général, & pas assez de ses membres: il falloit moins songer à l'autorité & plus à la liberté. Revenons aux Conseils généraux.

Outre les limitations de l'Article III, les Articles V & VI en offrent de bien plus étrangers. Un corps souverain qui ne peut ni se former ni former aucune opération de lui-même, est soumis absolument, quant à son activité & quant aux matieres qu'il traite, à des Tribunaux subalternes. Comme ces Tribunaux n'approuveront certainement pas des propositions, qui leur seroient en particulier préjudiciables, si l'intérêt de l'Etat se trouve en conflit avec le leur, le dernier a toujours la préférence, parce qu'il n'est permis au Législateur de connoître que de ce qu'ils ont approuvé.

[i] Ceci soit dit en mettant à part les abus qu'assurément je suis bien éloigné d'approuver.

A force de tout soumettre à la regle, on détruit la premiere des regies, qui est la justice & le bien public. Quand les hommes sentiront-ils qu'il n'y a point de désordre aussi funeste que le pouvoir arbitraire, avec lequel ils pensent y remédier? Ce pouvoir est lui-même le pire de tous les désordres : employer un tel moyen pour les prévenir, c'est tuer les gens afin qu'ils n'ayent pas la fièvre.

Une grande troupe formée en tumulte peut faire beaucoup de mal. Dans une assemblée nombreuse, quoique réguliere, si chacun peut dire & proposer ce qu'il veut, on perd bien du tems à écouter des folies & l'on peut être en danger d'en faire. Voilà des vérités incontestables ; mais est-ce prévenir l'abus d'une maniere raisonnable, que de faire dépendre cette assemblée uniquement de ceux qui voudroient l'anéantir, & que nul n'y puisse rien proposer que ceux qui ont le plus grand intérêt de lui nuire? Car, Monsieur, n'est-ce pas exactement là l'état des choses, & y a-t'il un seul Genevois qui puisse douter que si l'existence du Conseil général, dépendoit tout-à-fait du petit Conseil, le Conseil général ne fût pour jamais supprimé ?

Voilà pourtant le corps, qui seul convoque ces assemblées & qui seul y propose ce qu'il lui plaît : car pour le Deux-Cent, il ne fait que répéter les ordres

du petit Conseil, & quand une fois celui-ci sera délivré du Conseil général, le Deux-Cent ne l'embarrassera guère ; il ne fera que suivre avec lui la route qu'il a frayée avec vous.

Or qu'ai-je à craindre d'un supérieur incommode dont je n'ai jamais besoin, qui ne peut se montrer que quand je le lui permets, ni répondre que quand je l'interroge ? Quand je l'ai réduit à ce point, ne puis-je pas m'en regarder comme délivré ?

Si l'on dit que la Loi de l'Etat a prévenu l'abolition des Conseils généraux, en les rendant nécessaires à l'élection des Magistrats & à la sanction des nouveaux Edits ; je réponds, quant au premier point, que toute la force du Gouvernement étant passée des mains des Magistrats élus par le Peuple, dans celles du petit Conseil qu'il n'élit point & d'où se tirent les principaux de ces Magistrats, l'élection & l'assemblée où elle se fait, ne sont plus qu'une vaine formalité sans consistance ; & que des Conseils généraux tenus pour cet unique objet peuvent être regardés comme nuls. Je réponds encore, que par le tour que prennent les choses, il seroit même aisé d'écluder cette Loi, sans que le cours des affaires en fût arrêté : car supposons que, soit par la rejection de tous les sujets présentés, soit sous d'autres prétextes,

on ne procède point à l'élection des Syndics, le Conseil, dans lequel leur juridiction se fond insensiblement, ne l'exercera-t'il pas à leur défaut, comme il l'exerce dès à présent indépendamment d'eux ? N'ose-t-on pas déjà vous dire que le petit Conseil, même sans les Syndics, est le Gouvernement ? Donc sans les Syndics l'État n'en fera pas moins gouverné. Et quant aux nouveaux Edits, je réponds qu'ils ne seront jamais assez nécessaires, pour qu'à l'aide des anciens & de ses usurpations, ce même Conseil ne trouve aisément le moyen d'y suppléer. Qui se met au-dessus des anciennes Loix peut bien se passer des nouvelles.

Toutes les mesures sont prises pour que vos Assemblées générales ne soient jamais nécessaires. Non-seulement le Conseil périodique institué ou plutôt rétabli (k) l'an 1707. n'a jamais été tenu

[k] Ces Conseils périodiques sont aussi anciens que la Législation, comme on le voit par le dernier Article de l'Ordonnance ecclésiastique. Dans celle de 1576, imprimée en 1735, ces Conseils sont fixés de cinq en cinq ans ; mais dans l'Ordonnance de 1561, imprimé en 1562, ils étoient fixés de trois en trois ans. Il n'est pas raisonnable de dire que ces Conseils n'avoient pour objet que la lecture de cette Ordonnance, puisque l'impression qui en fut faite en même-temps donnoit à chacun la facilité de la lire à toute heure à son aise, sans qu'on eût besoin pour cela seul de l'appareil d'un Conseil géné-

qu'une fois & seulement pour l'abolir (U), mais par le paragraphe 5 du troisième Article du règlement, il a été pourvu sans vous & pour toujours aux frais de l'administration. Il n'y a que le seul cas chimérique d'une guerre indispensable où le Conseil général doive absolument être convoqué.

Le petit Conseil pourroit donc supprimer absolument les Conseils généraux sans autre inconvénient, que de s'attirer quelques représentations qu'il est en possession de rebuter, ou d'exciter quelques vains murmures, qu'il peut mépriser sans risque; car par les articles VII. XXIII. XXIV. XXV. XLIII. toute espèce de résistance est défendue en quelque cas que ce puisse être, & les ressources qui sont hors de la constitution, n'en font pas partie & n'en corrigent pas les défauts.

Il ne le fait pas, toutefois, parce qu'au fond cela lui est très-indifférent, & qu'un simulacre de liberté fait endurer plus patiemment la servitude. Il vous amuse à peu de frais, soit par des élections sans conséquence, quant au pouvoir qu'elles confèrent & quant au choix des sujets élus,

ral. Malheureusement on a pris grand soin d'effacer bien des traditions anciennes qui seroient maintenant d'un grand usage pour l'éclaircissement des Edits.

[1] J'examinerai ci-après cet Edit d'abolition.

soit par des Loix qui paroissent importantes, mais qu'il a soin de rendre vaines, en ne les observant qu'autant qu'il lui plaît.

D'ailleurs on ne peut rien proposer dans ces assemblées, on n'y peut rien discuter, on n'y peut délibérer sur rien. Le petit Conseil y préside, & par lui-même, & par les Syndics qui ny portent que l'esprit du corps. Là même il est Magistrat encore & maître de son Souverain. N'est-il pas contre toute raison, que le corps exécutif regle la police du corps législatif, qu'il lui prescrive les matieres dont il doit connoître, qu'il lui interdise le droit d'opiner, & qu'il exerce sa puissance absolue jusques dans les actes faits pour la contenir ?

Qu'un Corps si nombreux (*m*) ait be-

[*m*] Les Conseils généraux étoient autrefois très-fréquens à Genève, & tout ce qui se faisoit de quelque importance y étoit porté. En 1707 M. le Syndic Chouet disoit dans une harangue devenue célèbre, que de cette fréquence venoit jadis la foiblesse & le malheur de l'Etat; nous verrons bien-tôt ce qu'il en faut croire. Il insiste aussi sur l'extrême augmentation du nombre des membres, qui rendroit aujourd'hui cette fréquence impossible, affirmant qu'autrefois cette assemblée ne passoit pas deux à trois cents, & qu'elle est à présent de treize à quatorze cent. Il y a des deux côtés beaucoup d'exagération.

Les plus anciens Conseils généraux étoient au moins de cinq à six cents membres; on se-

soin de police & d'ordre, je l'accorde :
Mais que cette police & cet ordre ne ren-

roit peut-être bien embarrassé d'en citer un seul qui n'ait été que de deux ou trois cents. En 1420 on y en compta 720 stipulants pour tous les autres , & peu de tems après on reçut encore plus de deux cents Bourgeois.

Quoique la Ville de Genève soit devenue plus commerçante & plus riche , elle n'a pu devenir beaucoup plus peuplée , les fortifications n'ayant pas permis d'aggrandir l'enceinte de ses murs & ayant fait raser ses faux-bourgs. D'ailleurs , presque sans territoire & à la merci de ses voisins pour sa subsistance , elle n'auroit pu s'aggrandir sans s'affoiblir. En 1404 on y compta treize cents feux, faisant au moins treize mille ames. Il n'y en a guerre plus de vingt mille aujourd'hui; rapport bien éloigné de celui de 3 à 14. Or de ce nombre il faut déduire encore celui des natifs , habitants , étrangers, qui n'entrent pas au Conseil général ; nombre fort augmenté relativement à celui des Bourgeois depuis le refuge des François & le progrès de l'industrie. Quelques Conseils Généraux sont allés de nos jours à 14 , & même à 1500 ; mais communément ils n'approchent pas de ce nombre ; si quelques-uns même vont à treize , ce n'est que dans des occasions critiques , où tous les bons Citoyens croiroient manquer à leur serment de s'absenter , & où les Magistrats de leur côté , font venir du dehors leurs clients , pour favoriser leurs manœuvres : Or ces manœuvres inconnues au quinzieme siècle , n'exigeoient point alors de pareils expédients. Généralement le nombre ordinaire roule entre 8 à 900 , quelque fois il reste au-dessous de celui

versent pas le but de son institution. Est-ce donc une chose plus difficile d'établir la règle sans servitude , entre quelques centaines d'hommes naturellement graves & froids , qu'elle ne l'étoit à Athènes , dont on nous parle , dans l'assemblée de plusieurs milliers de Citoyens emportés , bouillants & presque effrénés ; qu'elle ne l'étoit dans la Capitale du monde , où le Peuple en corps exerçoit en partie la Puissance exécutive , & qu'elle ne l'est aujourd'hui même dans le Grand Conseil de Venise , aussi nombreux que votre Conseil général ? On se plaint de l'impolice qui regne dans le Parlement d'Angleterre ; & toutefois dans ce corps composé de plus de sept cents membres , où se traitent de

de l'an 1420, sur tout lorsque l'assemblée se tient en Été, & qu'il s'agit de choses peu importantes. J'ai moi-même assisté en 1754 à un Conseil général, qui n'étoit certainement pas de 700 membres.

Il résulte de ces diverses considérations que, tout balancé, le Conseil général est à peu près aujourd'hui, quant au nombre, ce qu'il étoit il y a deux ou trois siècles, ou du moins que la différence est peu considérable. Cependant tout le monde y parloit alors ; la police & la décence qu'on y voit régner aujourd'hui n'étoit pas établie. On croit quelque fois ; mais le peuple étoit libre, le Magistrat respecté, & le Conseil s'assembloit fréquemment. Donc M. le Syndic Chouet accusoit faux & raisonnoit mal.

si grandes affaires, où tant d'intérêts se croisent, où tant de cabales se forment, où tant de têtes s'échauffent, où chaque membre a le droit de parler, tout se fait, tout s'expédie, cette grande Monarchie va son train; & chez vous où les intérêts sont si simples, si peu compliqués, où l'on n'a, pour ainsi dire, à régler que les affaires d'une famille, on vous fait peur des orages comme si tout alloit renverser! Monsieur, la police de votre Conseil général est la chose du monde la plus facile; qu'on veuille sincèrement l'établir pour le bien public, alors tout y sera libre & tout s'y passera plus tranquillement qu'aujourd'hui.

Supposons que dans le Règlement on eût pris la méthode opposée à celle qu'on a suivie; qu'au lieu de fixer les droits du Conseil général on eût fixé ceux des autres Conseils, ce qui par-là même eût montré les siens; convenez qu'on eût trouvé dans le seul petit Conseil, un assemblage de pouvoirs bien étrange pour un Etat libre & démocratique, dans des chefs que le Peuple ne choisit point & qui restent en place toute leur vie.

D'abord l'union des deux choses partout ailleurs incompatibles; savoir, l'administration des affaires de l'Etat & l'exercice suprême de la justice sur les biens, la vie & l'honneur des Citoyens.

Un Ordre, le dernier de tous par son rang & le premier par la puissance.

Un Conseil inférieur sans lequel tout est mort dans la République ; qui propose seul , qui décide le premier , & dont la seule voix , même dans son propre fait , permet à ses supérieurs d'en avoir une.

Un Corps qui reconnoît l'autorité d'un autre, & qui seul a la nomination des membres de ce corps auquel il est subordonné.

Un Tribunal suprême duquel on appelle ; ou bien au contraire , un Juge inférieur qui préside dans les Tribunaux supérieurs au sien.

Qui , après avoir siégé comme Juge inférieur dans le Tribunal dont on appelle , non-seulement va siéger comme Juge suprême dans ce Tribunal où est appelé , mais n'a dans ce Tribunal suprême que les Collègues qu'il s'est lui-même choisis.

Un Ordre , enfin , qui seul a son activité propre , qui donne à tous les autres la leur , & qui dans tous soutenant les résolutions qu'il a prises , opine deux fois & vote trois (n).

[n] Dans un Etat qui se gouverne en République & où l'on parle la langue françoise , il faudroit se faire un langage à part pour le Gouvernement. Par exemple , *deliberer* , *opiner* , *voter* , sont trois choses très-différentes & que les François ne distinguent pas assez. *Délibérer* , c'est peser le pour & le contre ; *opiner* c'est dire son avis & le motiver ; *voter* c'est donner son suffrage , quand il ne reste plus qu'à recueillir les voix. On met d'abord la matiere en délibération. Au premier tour on opine , on vote au

L'appel du petit Conseil au Deux-Cent est un véritable jeu d'enfant. C'est une farce en politique, s'il en fût jamais. Aussi n'appelle-t'on pas proprement cet appel un appel ; c'est une grace qu'on implore en justice, un recours en cassation d'arrêt ; on ne comprend pas ce que c'est. Croit-on que le petit Conseil n'eût bien senti que ce dernier recours étoit sans conséquence, il s'en fût volontairement dépouillé comme il fit ? Ce désintéressement n'est pas dans ses maximes.

Si les jugements du petit Conseil ne sont pas toujours confirmés en Deux-Cent, c'est dans les affaires particulieres & contradictoires où il n'importe guere au Magistrat, laquelle des deux Parties perde ou gagne son procès. Mais dans les affaires qu'on poursuit d'office, dans toute affaire où le Conseil lui-même prend intérêt, le Deux-Cent répare-il jamais ses injustices, protège-t-il jamais l'opprimé,

dernier. Les Tribunaux ont partout à peu près les mêmes formes ; mais comme dans les Monarchies le public n'a pas besoin d'en apprendre les termes, ils restent consacrés au Barreau. C'est par une autre inexactitude de la Langue en ces matieres, que M. de Montesquieu qui la favoit si bien, n'a pas laissé de dire toujours *la puissance exécutive*, blessant ainsi l'analogie & faisant adjectif le mot *exécuteur* qui est substantif. C'est la même faute que s'il eût dit ; *le pouvoir législateur*,

ose-t-il ne pas confirmer tout ce qu'a fait le Conseil , usa-t-il jamais une seule fois avec honneur de son droit de faire grâce ? Je rappelle à regret des temps dont la mémoire est terrible & nécessaire. Un Citoyen que le Conseil immole à sa vengeance a recours au Deux-Cent ; l'infortuné s'avilit jusqu'à demander grâce ; son innocence n'est ignorée de personne ; toutes les regles ont été violées dans son procès : la grâce est refusée , & l'innocent périt. Fatio sentit si bien l'inutilité du recours au Deux-Cent qu'il ne daigna pas s'en servir.

Je vois clairement ce qu'est le Deux-Cent à Zurich , à Berne , à Fribourg & dans les autres Etats aristocratiques ; mais je ne saurois voir ce qu'il est dans votre Constitution , ni quel place il y tient. Est-ce un Tribunal supérieur ? En ce cas , il est absurde que le Tribunal intérieur y siége. Est-ce un Corps qui représente le Souverain ? En ce cas c'est au Représenté de nommer son Représentant. L'établissement du Deux-Cent ne peut avoir d'autre fin que de modérer le pouvoir énorme du petit Conseil ; & au contraire , il ne fait que donner plus de poids à ce même pouvoir. Or , tout Corps qui agit constamment contre l'esprit de son Institution est mal institué.

Que sert d'appuyer ici sur des choses notoires qui ne sont ignorées d'aucun Genevois ?

nevois ? Le Deux-Cent n'est rien par lui-même ; il n'est que le petit Conseil qui reparoît sous une autre forme. Une seule fois il voulut râcher de secouer le joug de ses maîtres & se donner une existence indépendante , & par cet unique effort l'Etat faillit être renversé. Ce n'est qu'au seul Conseil général que le Deux - Cent doit encore une apparence d'autorité. Cela se vit bien clairement dans l'époque dont je parle , & cela se verra bien mieux dans la suite , si le petit Conseil parvient à son but : ainsi quand de concert avec ce dernier , le Deux-Cent travaille à déprimer le Conseil général , il travaille à sa propre ruine , & s'il croit suivre les brisées du Deux-Cent de Berne , il prend bien grossièrement le change ; mais on a presque toujours vu dans ce Corps peu de lumières & moins de courage , & cela ne peut guere être autrement par la maniere dont il est rempli (o).

[o] Ceci s'entend en général & seulement de l'esprit du corps : car je fais qu'il y a dans le Deux-Cent des membres très-éclairés & qui ne manquent pas de zèle : mais incessamment sous les yeux du petit Conseil , livrés à sa merci , sans appui , sans ressource , & sentant bien qu'ils seroient abandonnés de leur Corps , ils s'abstiennent de tenter des démarches inutiles qui ne seroient que les compromettre & les perdre. La vile tourbe bourdonne & triomphe. Le sage se tait & gémit tout bas.

Au reste le Deux-Cent n'a pas toujours été

II. Partie.

Vous voyez , Monsieur , combien au lieu de spécifier les droits du Conseil Souverain, il eût été plus utile de spécifier les attributions des Corps qui lui sont subordonnés , & sans aller plus loin, vous voyez plus évidemment encore , que , par la force de certains articles pris séparément, le petit Conseil est l'arbitre suprême des Loix , & par elles du sort de tous les particuliers. Quand on considère les droits des Citoyens & Bourgeois assemblés en Conseil général , rien n'est plus brillant : Mais considérez hors de là ces mêmes Citoyens & Bourgeois comme individus ; que sont-ils, que deviennent-ils ? Esclaves d'un pouvoir arbitraire , ils sont livrés sans défense à la merci de vingt-cinq Despotes ; les Athéniens du moins en avoient trente. Et que dis-je vingt-cinq ? Neuf suffisoient pour un jugement civil, treize pour un jugement criminel (p). Sept ou huit d'accord dans ce

dans le discrédit où il est tombé. Jadis il jouit de la considération & de la confiance des Citoyens : aussi lui laissoient-ils sans inquiétude exercer les droits du Conseil général, que le petit Conseil tâcha dès lors d'attirer à lui par cette voie indirecte. Nouvelle preuve de ce qui sera dit plus bas , que la Bourgeoisie de Genève est peu remuante & ne cherche guere à s'intriguer des affaires d'Etat.

[p] Edits civils, T. I. Art. XXXVI.

nombre vont être pour vous autant de Décemvirs ; encore les Décemvirs furent-ils élus par le peuple ; au lieu qu'aucun de ces Juges n'est de votre choix, & l'on appelle cela être libre !

HUITIEME LETTRE.

J'Ai tiré, Monsieur, l'examen de votre Gouvernement présent du Règlement de la Médiation par lequel ce Gouvernement est fixé, mais loin d'imputer aux Médiateurs d'avoir voulu vous réduire en servitude, je prouverois aisément au contraire, qu'ils ont rendu votre situation meilleure à plusieurs égards, qu'elle n'étoit avant les troubles qui vous forcèrent d'accepter leurs bons offices. Ils ont trouvé une Ville en armes ; tout étoit à leur arrivée dans un état de crise & de confusion qui ne leur permettoit pas de tirer de cet état la regle de leur ouvrage. Ils sont remontés aux temps pacifiques, ils ont étudié la constitution primitive de votre Gouvernement ; dans les progrès qu'il avoit déjà fait, pour le remonter il eût fallu le résoudre : la raison, l'équité ne permettoient pas qu'ils vous en donnassent un autre, & vous ne l'auriez pas accepté. N'en pouvant donc ôter les défauts, ils ont borné leurs soins à l'affer-

mir tel que l'avoient laissé vos peres ; ils l'ont corrigé même en divers points, & des abus que je viens de remarquer, il n'y en a pas un qui n'existât dans la République long-tems avant que les Médiateurs en eussent pris connoissance. Le seul tort qu'ils semblent vous avoir fait a été d'ôter au Législateur tout exercice du pouvoir exécutif, & l'usage de la force à l'appui de la justice ; mais en vous donnant une ressource aussi sûre & plus légitime, ils ont changé ce mal apparent en un vrai bienfait : En se rendant garants de vos droits ils vous ont dispensés de les défendre vous-même. Eh ! dans la misere des choses humaines, quel bien vaut la peine d'être acheté du sang de nos freres ? La liberté même est trop chere à ce prix.

Les Médiateurs ont pu se tromper, ils étoient hommes ; mais ils n'ont point voulu vous tromper ; ils ont voulu être justes. Cela se voit, même cela se prouve ; & tout montre, en effet, que ce qui est équivoque ou défectueux dans leur ouvrage, vient souvent de nécessité, quelquefois d'erreur, jamais de mauvaise volonté. Ils avoient à concilier des choses presque incompatibles, les droits du Peuple & les prétentions du Conseil, l'empire des Loix & la puissance des hommes, l'indépendance de l'Etat & la garantie du Règlement. Tout cela ne pouvoit se faire sans

un peu de contradiction , & c'est de cette contradiction que votre Magistrat tire avantage , en tournant tout en sa faveur , & faisant servir la moitié de vos Loix à violer l'autre.

Il est clair d'abord que le Règlement lui-même , n'est point une Loi que les Médiateurs aient voulu imposer à la République , mais seulement un accord qu'ils ont établi entre ses membres , & qu'ils n'ont par conséquent porté nulle atteinte à sa souveraineté. Cela est clair , dis-je , par l'Article XLIV , qui laisse au Conseil général légitimement assemblé , le droit de faire aux articles du Règlement tel changement qu'il lui plaît. Ainsi les Médiateurs ne mettent point leur volonté au-dessus de la sienne , ils n'interviennent qu'en cas de division. C'est le sens de l'Article XV.

Mais de-là résulte aussi la nullité des réserves & limitations données dans l'Article III aux droits & attributions du Conseil général : car si le Conseil général décide que ces réserves & limitations ne borneront plus sa puissance , elles ne la borneront plus , & quand tous les membres d'un Etat souverain reglent son pouvoir sur eux-mêmes , qui est ce qui a droit de s'y opposer ? Les exclusions qu'on peut inférer de l'Article III , ne signifient donc autre chose , si-non que le Conseil général se renferme dans leurs limites jusqu'à ce

qu'il trouve à propos de les passer.

C'est ici l'une des contradictions dont j'ai parlé, & l'on en démêle aisément la cause. Il étoit d'ailleurs bien difficile aux Plénipotentiaires, pleins des maximes de Gouvernements tout différens, d'approfondir assez le vrais principes du vôtre. La constitution démocratique a jusqu'à présent été mal examinée. Tous ceux qui en ont parlé, ou ne la connoissoient pas, ou y prenoient trop peu d'intérêt, ou avoient intérêt de la présenter sous un faux jour. Aucun d'eux n'a suffisamment distingué le Souverain du Gouvernement, la Puissance législative de l'exécutive. Il n'y a point d'Etat où ces deux pouvoirs soient si séparés, & où l'on ait tant affecté de les confondre. Les uns s'imaginent qu'une Démocratie est un Gouvernement où tout le Peuple est Magistrat & Juge. D'autres ne voient la liberté que dans le droit d'élire ses chefs, & n'étant soumis qu'à des Princes, croient que celui qui commande est toujours le Souverain. La Constitution démocratique est certainement le chef-d'œuvre de l'art politique : mais plus l'artifice en est admirable, moins il appartient à tous les yeux de le pénétrer. N'est-il pas vrai, Monsieur, que la première précaution de n'admettre aucun Conseil général légitime, que sous la convocation du petit Conseil, & la seconde précaution de n'y souffrir

aucune proposition qu'avec l'approbation du petit Conseil , suffisoient seuls pour maintenir le Conseil général dans la plus entière dépendance ? La troisieme précaution d'y régler la compétence des matieres étoit donc la chose du monde la plus superflue ; & quel eût été l'inconvénient de laisser au Conseil général la plénitude des droits suprêmes , puisqu'il n'en peut faire aucun usage qu'autant que le petit Conseil le lui permet ? En ne bornant pas les droits de la Puissance souveraine , on ne la rendoit pas dans le fait moins dépendante , & l'on évitoit une contradiction : ce qui prouve que c'est pour n'avoir pas bien connu votre Constitution , qu'on a pris des précautions vaines en elles-mêmes , & contradictoires dans leur objet.

On dira que ces limitations avoient seulement pour fin de marquer les cas où les Conseils inférieurs seroient obligés d'assembler le Conseil général. J'entends bien cela ; mais n'étoit-il pas plus naturel & plus simple de marquer les droits qui leur étoient attribués à eux-mêmes , & qu'ils pouvoient exercer sans le concours du Conseil général ? Les bornes étoient-elles moins fixées par ce qui est au-deçà , que pour ce qui est au-delà , & lorsque les Conseils inférieurs vouloient passer ces bornes , n'est-il pas clair qu'ils avoient besoin d'être autorisés ? Par-là , je l'avoue,

on mettoit plus en vûe tant de pouvoirs réunis dans les mêmes mains , mais on présentoit les objets dans leur jour véritable , on tiroit de la nature de la chose , le moyen de fixer les droits respectifs des divers corps , & l'on savoit toute contradiction.

A la vérité l'Auteur des Lettres prétend que le petit Conseil étant le Gouvernement même , doit exercer à ce titre toute l'autorité qui n'est pas attribuée aux autres corps de l'Etat ; mais c'est supposer la sienne antérieure aux Edits ; c'est supposer que le petit Conseil , source primitive de la puissance , garde ainsi tous les droits qu'il n'a pas aliénés. Reconnaissez-vous , Monsieur , dans ce principe celui de votre constitution ? Une preuve si curieuse mérite de nous arrêter un moment.

Remarquez d'abord qu'il s'agit là (a) du pouvoir du petit Conseil , mis en opposition avec celui des Syndics , c'est-à-dire , de chacun de ces deux pouvoirs séparé de l'autre. L'Edit parle du pouvoir des Syndics sans le Conseil , il ne parle point du pouvoir du Conseil sans les Syndics : pourquoi cela ? Parce que le Conseil sans les Syndics est le Gouvernement. Donc le silence même des Edits sur le

[*] Lettres écrites de la Campagne , pag. 66.
pouvoir

pouvoir du Conseil , loin de prouver la nullité de ce pouvoir en prouve l'étendue. Voilà sans doute une conclusion bien neuve. Admettons-la toutefois , pourvu que l'antécédent soit prouvé.

Si c'est parce que le petit Conseil est le Gouvernement que les Edits ne parlent point de son pouvoir, ils diront du moins que le petit Conseil est le Gouvernement ; à moins que de preuve en preuve leur silence n'établisse toujours le contraire de ce qu'ils ont dit.

Or , je demande qu'on me montre dans vos Edits où il est dit que le petit Conseil est le Gouvernement , & en attendant , je vais vous montrer , moi , où il est dit tout le contraire. Dans l'Edit politique de 1568 , je trouve le préambule conçu dans ces termes. *Pource que le Gouvernement & Estat de cette Ville consiste par quatre Syndiques , le Conseil des vingt-cinq , le Conseil des soixante , des Deux-Cents , du Général , & un Licutenant en la justice ordinaire , avec autres Offices , selon que bonne police le requiert , tant pour l'administration du bien public que de la justice , nous avons recueilli l'ordre qui jusqu'ici a été observé..... afin qu'il soit gardé à l'avenir.... comme s'ensuit.*

Dès l'article premier de l'Edit de 1738, je vois encore que cinq Ordres composent le Gouvernement de Genève. Or, de ces cinq

II. Partie. E

Ordres les quatre Syndics tout seuls en font un , le Conseil des vingt-cinq , où font certainement compris les quatre Syndics en fait un autre , & les Syndics entrent encore dans les trois suivants. Le petit Conseil sans les Syndics , n'est donc pas le Gouvernement.

J'ouvre l'Edit de 1707 , & j'y vois à l'Article V. en propres termes que *Messieurs les Syndics ont la direction & le Gouvernement de l'Etat*. A l'instant je ferme le Livre , & je dis : certainement selon les Edits , le petit Conseil sans les Syndics , n'est pas le Gouvernement , quoique l'Auteur affirme qu'il l'est.

On dira que moi-même , j'attribue souvent dans ces Lettres le Gouvernement au petit Conseil. J'en conviens ; mais c'est au petit Conseil présidé par les Syndics , & alors il est certain que le Gouvernement provisionnel y réside dans le sens que je donne à ce mot : mais ce sens n'est pas celui de l'Auteur des Lettres ; puisque dans le mien le Gouvernement n'a que les pouvoirs qui lui sont donnés par la Loi , & que dans le sien , au contraire , le Gouvernement a tous les pouvoirs que la Loi ne lui ôte pas.

Reste donc dans toute sa force l'objection des Représentants , que , quand l'Edit parle des Syndics , il parle de leur puissance , & que , quand il parle du Con-

feil , il ne parle que de son devoir. Je dis que cette objection reste dans toute sa force , car l'Auteur des Lettres n'y répond que par une assertion démentie par tous les Edits. Vous me ferez plaisir , Monsieur, si je me trompe , de m'apprendre en quoi pèche mon raisonnement.

Cependant cet Auteur , très-content du sien , demande comment , *si le Législateur n'avoit pas considéré de cet œil le petit Conseil , on pourroit concevoir que dans aucun endroit de l'Edit il n'en réglât l'autorité ; qu'il la supportât par-tout & qu'il ne la déterminât nulle part (b) ?*

J'oserais tenter d'éclaircir ce profond mystère. Le Législateur ne règle point la puissance du Conseil , parce qu'il ne lui en donne aucune indépendamment des Syndics , & lorsqu'il la suppose , c'est en le supposant aussi présidé par eux. Il a déterminé la leur , par conséquent il est superflu de déterminer la sienne. Les Syndics ne peuvent pas tout sans le Conseil , mais le conseil ne peut rien sans les Syndics : il n'est rien sans eux , il est moins que n'étoit le Deux-Cent , même lorsqu'il fut présidé par l'Auditeur Sarrazin.

Voilà , je crois , la seule maniere raisonnable d'expliquer le silence des Edits sur le pouvoir du Conseil , mais ce n'est

[b] Lettres écrites de la Campagne , page 67.

pas celle qu'il convient aux Magistrats d'adopter. On eût prévenu dans le règlement leurs singulieres interprétations , si l'on eût pris une méthode contraire , & qu'au lieu de marquer les droits du Conseil général on eût déterminé les leurs. Mais pour n'avoir pas voulu dire ce que n'ont pas dit les Edits , on a fait entendre ce qu'ils n'ont jamais supposé.

Que de choses contraires à la liberté publique & aux droits des Citoyens & Bourgeois , & combien n'en pourrois-je pas ajouter encore ? Cependant tous ces défavantages qui naissoient ou sembloient naître de votre Constitution , & qu'on n'auroit pû détruire sans l'ébranler , ont été balancés & réparés avec la plus grande sagesse , par des compensations qui en naissoient aussi , & telle étoit précisément l'intention des Médiateurs , qui , selon leur propre déclaration , fut de *conserver à chacun ses droits , ses attributions particulieres provenant de la Loi fondamentale de l'Etat*. M. Micheli Du Cret aigri par ses malheurs contre cet ouvrage dans lequel il fut oublié , l'accuse de renverser l'institution fondamentale du Gouvernement , & de dépouiller les Citoyens & Bourgeois de leurs droits ; sans vouloir voir combien de ces droits , tant publics que particuliers , ont été conservés ou rétablis par cet Edit , dans les Articles III ,

IV, X, XI, XII, XXII, XXX, XXXI, XXXII, XXXIV, XLII, & XLIV; sans songer sur-tout que la force de tous ces Articles dépend d'un seul qui vous a aussi été conservé. Article essentiel, Article équipondérant à tous ceux qui vous sont contraires, & si nécessaire à l'effet de ceux qui vous sont favorables, qu'ils seroient tous inutiles si l'on venoit à bout d'é luder celui-là, ainsi qu'on l'a entrepris. Nous voici parvenus au point important; mais pour en bien sentir l'importance il falloit peser tout ce que je viens d'exposer.

On a beau vouloir confondre l'indépendance & la liberté. Ces deux choses sont si différentes, que même elles s'excluent mutuellement. Quand chacun fait ce qu'il lui plaît, on fait souvent ce qui déplaît à d'autres, & cela ne s'appelle pas un état libre. La liberté consiste moins à faire sa volonté qu'à n'être pas soumis à celle d'autrui: elle consiste encore à ne pas soumettre la volonté d'autrui à la nôtre. Qui-conque est maître ne peut être libre, & régner c'est obéir. Vos Magistrats savent cela mieux que personne, eux qui comme Othon, n'omettent rien de servile pour commander (c). Je ne connois de vo-

[c] *En général, dit l'Auteur des Lettres, les hommes craignent encore plus d'obéir qu'ils n'aiment à commander. Tacite en jugeoit autrement;*

lonté vraiment libre, que celle à laquelle nul n'a droit d'opposer de la résistance ; dans la liberté commune nul n'a droit de faire ce que la liberté d'un autre lui interdit, & la vraie liberté n'est jamais destructive d'elle-même. Ainsi la liberté sans la justice est une véritable contradiction ; car comme qu'on s'y prenne¹, tout gêne dans l'exécution d'une volonté déordonnée.

Il n'y a donc point de liberté sans Loix, ni où quelqu'un est au-dessus des Loix ; dans l'état même de nature, l'homme n'est libre qu'à la faveur de la Loi naturelle

& connoissoit le cœur humain. Si la maxime étoit vraie, les valets des Grands seroient moins insolents avec les Bourgeois, & l'on verroit moins de fainéants ramper dans les Cours des Princes. Il y a peu d'hommes d'un cœur assez sain pour savoir aimer la liberté : tous veulent commander, à ce prix nul ne craint d'obéir. Un petit parvenu se donne cent maîtres, pour acquérir dix valets. Il n'y a qu'à voir la fierté des nobles dans les Monarchies ; avec quelle emphase ils prononcent ces mots de *service* & de *servir* ; combien ils s'estiment grands & respectables, quand ils peuvent avoir l'honneur de dire, *le Roi mon maître* ; combien ils méprisent des Républicains qui ne sont que libres, & qui certainement sont plus nobles qu'eux.

qui commande à tous. Un peuple libre obéit, mais il ne sert pas ; il a des chefs & non pas des maîtres ; il obéit aux Loix ; mais il n'obéit qu'aux Loix , & c'est par la force des Loix qu'il n'obéit pas aux hommes. Toutes les barrières qu'on donne dans les Républiques au pouvoir des Magistrats , ne sont établies que pour garantir de leurs atteintes l'enceinte sacrée des Loix : ils en sont les Ministres non les arbitres, ils doivent les garder non les enfreindre. Un Peuple est libre, quelque forme qu'ait son Gouvernement , quand dans celui qui le gouverne il ne voit point l'homme, mais l'organe de la Loi. En un mot , la liberté suit toujours le sort des Loix , elle régné ou périt avec elles ; je ne sache rien de plus certain.

Vous avez des Loix bonnes & sages , soit en elles-mêmes , soit par cela seul que ce sont des Loix. Toute condition imposée à chacun par tous , ne peut être onéreuse à personne , & la pire des Loix vaut encore mieux que le meilleur maître : car tout maître a des préférences , & la Loi n'en a jamais.

Depuis que la Constitution de votre Etat a pris une forme fixe & stable , vos fonctions de Législateur sont finies. La sûreté de l'édifice , veut qu'on trouve à présent autant d'obstacles pour y toucher qu'il falloit d'abord de facilités pour le

construire. Le droit négatif des Conseils pris en ce sens, est l'appui de la République: l'Article VI du Règlement est clair & précis; je me rends sur ce point aux raisonnemens de l'Auteur des Lettres, je les trouve sans réplique, & quand ce droit si justement réclamé par vos Magistrats seroit contraire à vos intérêts, il faudroit souffrir & vous taire. Des hommes droits ne doivent jamais fermer les yeux à l'évidence, ni discuter contre la vérité.

L'ouvrage est consommé, il ne s'agit plus que de le rendre inaltérable. Or l'ouvrage du Législateur ne s'altère & ne se détruit jamais que d'une manière; c'est quand les dépositaires de cet ouvrage abusent de leur dépôt, & se font obéir au nom des Loix en leur désobéissant eux-mêmes (d). Alors la pire chose naît de la meil-

(d) Jamais le Peuple ne s'est rebellé contre les Loix, que les Chefs n'aient commencé par les enfreindre en quelque chose. C'est sur ce principe certain qu'à la Chine, quand il y a quelque révolte dans une Province, on commence toujours par punir le Gouverneur. En Europe les Rois suivent constamment la maxime contraire; aussi voyez comment prospèrent leurs Etats! La population diminue par tout d'un dixième tous les trente ans; elle ne diminue point à la Chine. Le despotisme oriental se

leure, & la Loi qui sert de sauve-garde à la Tyrannie, est plus funeste que la Tyrannie elle-même. Voilà précisément ce que prévient le droit de Réprésentation stipulé dans vos Edits & restreint, mais confirmé par la Médiation. Ce droit vous donne inspection, non plus sur la Législation comme auparavant, mais sur l'administration ; & vos Magistrats tout-puissans au nom des Loix, seuls maîtres d'en proposer au Législateur de nouvelles, sont soumis à ses jugemens s'ils s'écartent de celles qui sont établies. Par cet Article seul votre Gouvernement, sujet d'ailleurs à plusieurs défauts considérables, devient le meilleur Gouvernement que celui dont toutes les parties se balancent dans un parfait équilibre, où les particuliers ne peuvent transgresser les Loix, parce qu'ils sont soumis à des Juges, & où ces Juges ne peuvent pas non plus les transgresser, parce qu'ils sont surveillés par le Peuple ?

Il est vrai que pour trouver quelque réalité dans cet avantage, il ne faut pas le

soutient, parce qu'il est plus severe sur les Grands que sur le Peuple : Il tire ainsi de lui-même son propre remede. J'entends dire qu'on commence à prendre à la Porte la maxime chrétienne. Si cela est, on verra dans peu ce qu'il en résultera.

fonder sur un vain droit : mais qui dit un droit, ne dit pas une chose vaine. Dire à celui qui a transgressé la Loi, qu'il a transgressé la Loi, c'est prendre une peine bien ridicule; c'est lui apprendre une chose qu'il fait aussi-bien que vous.

Le droit est, selon Puffendorf, une qualité morale, par laquelle il nous est dû quelque chose. La simple liberté de se plaindre n'est donc pas un droit, ou du moins c'est un droit que la nature accorde à tous, & que la Loi d'aucun pays n'ôte à personne. S'avisa-t'on jamais de stipuler dans des Loix, que celui qui perdrait un procès, aurait la liberté de se plaindre? S'avisa-t'on jamais de punir quelqu'un pour l'avoir fait? Où est le Gouvernement, quelque absolu qu'il puisse être, où tout Citoyen n'ait pas le droit de donner des mémoires au Prince ou à son Ministre sur ce qu'il croit utile à l'Etat, & quelle risée n'exciteroit pas un Edit public par lequel on accorderoit formellement aux sujets le droit de donner de pareils mémoires? Ce n'est pourtant pas dans un Etat despotique, c'est dans une République, c'est dans une Démocratie, qu'on donne authentiquement aux Citoyens, aux membres du Souverain, la permission d'user auprès de leur Magistrat de ce même droit, que nul Despote n'ôta jamais au dernier de ses esclaves.

Quoi ! Ce droit de Réprésentation con-
teroit uniquement à remettre un papier
l'on est même dispensé de lire , au
oyen d'une réponse séchement négati-
e (e) ? Ce droit si solennellement stipulé
compensation de tant de sacrifices , se
orneroit à la rare prérogative de deman-
er & ne rien obtenir ? Oser avancer une
lle proposition , c'est accuser les Média-
urs d'avoir usé avec la Bourgeoisie de
enève de la plus indigne supercherie -
est offenser la probité des Plénipoten-
aires , l'équité des Puissances médiatri-
es ; c'est blesser toute bienfiance , c'est ou-
ager même le bon sens.

Mais enfin quel est ce droit ? jusqu'où
étend-il ? comment peut-il être exercé ?
ourquoi rien de tout cela n'est-il spécifié
ans l'Article VII ? Voilà des questions
isonnables ; elles offrent des difficultés
ni méritent examen.

La solution d'une seule nous donnera
lle de toutes les autres , & nous dévoie-
ra le véritable esprit de cette institution.

Dans un Etat tel que le vôtre , où la
uveraineté est entre les mains du Peu-

] Telle , par exemple , que celle que fit le
Conseil , le 10 Août 1763 , aux Représenta-
tions remises le 8 à M. le premier Syndic par
un grand nombre de Citoyens & Bourgeois.

ple, le Législateur existe toujours, quoiqu'il ne se montre pas toujours. Il n'est rassemblé & ne parle authentiquement que dans le Conseil général; mais hors du Conseil général il n'est pas anéanti; les membres sont épars, mais ils ne sont pas morts; ils ne peuvent parler par des Loix, mais ils peuvent toujours veiller sur l'administration des Loix; c'est un droit, c'est même un devoir attaché à leurs personnes & qui ne peut leur être ôté dans aucun temps. De-là le droit de Représentation. Ainsi la Représentation d'un Citoyen d'un Bourgeois ou de plusieurs, n'est que la déclaration de leur avis, sur une matière de leur compétence. Ceci est le sens clair & nécessaire de l'Edit de 1707, de l'Article V qui concerne les Représentations.

Dans cet Article on proscriit avec raison la voie des signatures, parce que cette voie est une manière de donner son suffrage, de voter par tête, comme si dans l'on étoit en Conseil général, & que la forme du Conseil général, ne doit être suivie, que lorsqu'il est légitimement rassemblé. La voie des Représentations a le même avantage, sans avoir le même inconvénient. Ce n'est pas voter en Conseil général, c'est opiner sur les matières qui doivent y être portées; puisqu'on ne compte pas les voix, ce n'est pas don-

un suffrage, c'est seulement dire son avis. Cet avis n'est, à la vérité, que celui d'un particulier ou de plusieurs; mais ces particuliers étant membres du Souverain & pouvant le représenter quelquefois par une multitude, la raison veut qu'alors on ait égard à leur avis, non comme à une décision, mais comme à une proposition qui la demande, & qui la rend quelquefois nécessaire.

Ces Représentations peuvent rouler sur deux objets principaux, & la différence de ces objets, décide de la diverse manière dont le Conseil doit faire droit sur ces mêmes Représentations. De ces deux objets, l'un est de faire quelque changement à la Loi, l'autre de réparer quelque transgression de la Loi. Cette division est commettue & comprend toute la matière sur laquelle peuvent rouler les représentations. Elle est fondée sur l'Edit même qui, distinguant les termes selon ces objets, impose au Procureur général de faire des *instances* ou des *remontrances* selon que les Citoyens lui ont fait des *plaintes* ou des *requisitions* (f).

f) *Requerir* n'est pas seulement demander, mais demander en vertu d'un droit qu'on a d'obtenir. Cette acception est établie par toutes les formules judiciaires dans lesquelles ce terme de Palais est employé. On dit *requérir*,

Cette distinction une fois établie , le Conseil auquel ces Représentations sont adressées , doit les envisager bien différemment selon celui de ces deux objets auquel elles se rapportent. Dans les Etats où le Gouvernement & les Loix ont déjà leur assiette , on doit autant qu'il se peut éviter d'y toucher , & sur-tout dans les petites Républiques , où le petit ébranlement déunit tout. L'aversion des nouveautés est donc généralement bien fondée ; elle l'est sur-tout pour vous qui ne pouvez qu'y perdre , & le Gouvernement ne peut apporter un trop grand obstacle à leur établissement ; car quelque utiles que fussent des Loix nouvelles , les avantages en sont presque toujours moins sûrs que les dangers n'en sont grands. A cet égard , quand le Citoyen , quand le Bourgeois a proposé son avis il a fait son devoir ; il doit au surplus avoir assez de confiance en son Magistrat pour le juger capable de peser l'avantage

justice ; on n'a jamais *requérir grace*. Ainsi dans les deux cas les Citoyens avoient également droit d'exiger que leurs *requisitions* ou leurs *plaintes* , rejetées par les Conseils inférieurs , fussent portées en Conseil général. Mais par le mot ajouté dans l'article VI de l'Édit de 1738 ce droit est restreint seulement au cas de la plainte , comme il sera dit dans le texte.

de ce qu'il lui propose & porté à l'approuver s'il le croit utile au bien public. La Loi a donc très-sagement pourvu à ce que l'établissement, & même la proposition de pareilles nouveautés, ne passât pas sans l'aveu des Conseils, & voilà en quoi doit consister le droit négatif qu'ils réclament, & qui, selon moi, leur appartient incontestablement.

Mais le second objet ayant un principe tout opposé, doit être envisagé bien différemment. Il ne s'agit pas ici d'innover; il s'agit, au contraire, d'empêcher qu'on n'innove; il s'agit, non d'établir de nouvelles Loix, mais de maintenir les anciennes. Quand les choses tendent au changement par leur pente, il faut sans cesse de nouveaux soins pour les arrêter. Voilà ce que les Citoyens & Bourgeois, qui ont un si grand intérêt à prévenir tout changement, se proposent dans les plaintes dont parle l'Edit. Le Législateur existant toujours, voit l'effet ou l'abus de ses Loix: il voit si elles sont suivies ou transgressées, interprétées de bonne ou de mauvaise foi, il y veille; il y doit veiller; cela est de son droit, de son devoir, même de son serment. C'est ce devoir qu'il remplit dans les Représentations, c'est ce droit, alors, qu'il exerce; & il seroit contre toute raison, il seroit même indécent, de vouloir étendre le droit négatif du Conseil à cet objet-là.

Cela seroit contre toute raison quant au Législateur ; parce qu'alors toute la solemnité des Loix seroit vaine & ridicule , & que réellement l'Etat n'auroit point d'autre Loi que la volonté du petit Conseil , maître absolu de négliger , mépriser , violer , tourner à sa mode les regles qui lui seroient prescrites , & de prononcer *noir* où la Loi diroit *blanc* , sans en répondre à personne. A quoi bon s'assembler solennellement dans le Temple de Saint Pierre , pour donner aux Edits une sanction sans effet ; pour dire au petit Conseil : *Messieurs, voilà le Corps des Loix que nous établissons dans l'Etat, & dont nous vous rendons les dépositaires, pour vous y conformer quand vous le jugerez à propos, & pour le transgresser quand il vous plaira.*

Cela seroit contre la passion quant aux Représentations. Parce qu'alors le droit stipulé par un Article exprès de l'Edit de 1707 & confirmé par un Article exprès de l'Edit de 1738 seroit un droit illusoire & fallacieux , qui ne signifieroit que la liberté de se plaindre inutilement quand on est vexé ; liberté qui , n'ayant jamais été disputée à personne , est ridicule à établir par la Loi.

Enfin cela seroit indécent en ce que par une telle supposition la probité des Médiateurs seroit outragée , que ce seroit
prendre

prendre vos Magistrats pour des fourbes , & vos Bourgeois pour des dupes , d'avoir négocié , traité , transigé avec tant d'appareil pour mettre une des Parties à l'entière discrétion de l'autre , & d'avoir compensé les concessions les plus fortes par des sûretés qui ne signiferoient rien.

Mais , disent ces Messieurs , les termes de l'Edit sont formels : *Il ne sera rien porté au Conseil général qu'il n'ait été traité & approuvé , d'abord dans le Conseil des Vingt-cinq , puis dans celui des Deux-Cents.*

Premièrement , qu'est-ce que cela prouve autre chose dans la question présente , si ce n'est une marche réglée & conforme à l'ordre , & l'obligation dans les Conseils inférieurs de traiter & approuver préalablement ce qui doit être porté au Conseil général ? Les Conseils ne sont-ils pas tenus d'approuver ce qui est prescrit par la Loi ? Quoi ! si les Conseils n'approuvoient pas qu'on procédât à l'élection des Syndics , n'y devoit-on plus procéder , & si les sujets qu'ils proposent sont rejettés , ne sont-ils pas contraints d'approuver qu'il en soit proposé d'autres ?

D'ailleurs , qui ne voit que ce droit d'approuver & de rejeter , pris dans son sens absolu s'applique seulement aux pro-

positions qui renferment des nouveautés , & non à celles qui n'ont pour objet que le maintien de ce qui est établi ? Trouvez-vous du bon sens à supposer qu'il faille une approbation nouvelle pour réparer les transgressions d'une ancienne Loi ? Dans l'approbation donnée à cette Loi lorsqu'elle fut promulguée , sont contenues toutes celles qui se rapportent à son exécution : Quand les Conseils approuverent que cette Loi seroit établie , ils approuverent qu'elle seroit observée , par conséquent qu'on en puniroit les transgresseurs ; & quand les Bourgeois dans leurs plaintes se bornent à demander réparation sans punition , l'on veut qu'une telle proposition ait de nouveau besoin d'être approuvée ? Monsieur ; si ce n'est pas-là se moquer des gens , dites-moi comment on peut s'en moquer ?

Toutela difficulté consiste donc ici dans la seule question de fait. La Loi a-t'elle été transgressée , ou ne l'a-t'elle pas été ? Les citoyens & bourgeois disent qu'elle l'a été , les Magistrats le nient. Or , voyez , je vous prie , si l'on peut rien concevoir de moins raisonnable en pareil cas que ce droit négatif qu'ils s'attribuent ? On leur dit , vous avez transgressé la Loi. Ils répondent ; nous ne l'avons pas transgressée ; & , devenus ainsi juges suprêmes dans leur propre cause , les voilà justifiés con-

tre l'évidence par leur seule affirmation. Vous me demanderez si je prétends que l'affirmation contraire soit toujours l'évidence? Je ne dis pas cela; je dis que quand elle le seroit, vos Magistrats ne s'en tiendroient pas moins contre l'évidence à leur prétendu droit négatif. Le cas est actuellement sous vos yeux; & pour qui doit être ici le préjugé le plus légitime? Est-il croyable, est-il naturel que des particuliers sans pouvoir, sans autorité, viennent dire à leurs Magistrats qui peuvent être demain leurs Juges; *vous avez fait une injustice*, lorsque cela n'est pas vrai? Que peuvent espérer ces particuliers d'une démarche aussi folle, quand même ils seroient sûrs de l'impunité? Peuvent-ils penser que des Magistrats si hautains jusques dans leurs torts, iront convenir fortement des torts mêmes qu'ils n'auroient pas? Au contraire, y a-t'il rien de plus naturel que de nier les fautes qu'on a faites? N'a-t'on pas intérêt de les soutenir, & n'est-on pas toujours tenté de le faire lorsqu'on le peut impunément & qu'on a la force en main? Quand le foible & le fort ont ensemble quelque dispute, ce qui n'arrive qu'au détriment du premier, le sentiment par cela seul le plus probable est toujours que c'est le plus fort qui a tort.

Les probabilités, je le fais, ne sont pas

des preuves : Mais dans des faits notoires comparés aux Loix , lorsque nombre de Citoyens affirment qu'il y a injustice , & que le Magistrat accusé de cette injustice affirme qu'il n'y en a pas , qui peut être juge , si ce n'est le public instruit , & où trouver ce public instruit à Genève , si ce n'est dans le Conseil général composé des deux parris ?

Il n'y a point d'Etat au monde où le sujet lezé par un Magistrat injuste ne puisse par quelque voie porter sa plainte au Souverain , & la crainte que cette ressource inspire est un frein qui contient beaucoup d'iniquités. En France même , où l'attachement des Parlements aux Loix est extrême , la voix judiciaire est ouverte contr'eux en plusieurs cas par des requêtes en cassation d'Arrêt. Les Genevois sont privés d'un pareil avantage ; la Patrie condamnée par les Conseils ne peut plus , en quelque cas que ce puisse être , avoir aucun recours au Souverain : mais ce qu'un particulier ne peut faire pour son intérêt privé , tous peuvent le faire pour l'intérêt commun : car toute transgression des Loix étant une atteinte portée à la liberté , devient une affaire publique , & quand la voix publique s'élève , la plainte doit être portée au Souverain. Il n'y auroit sans cela ni Parlement , ni Sénat , ni Tribunal sur la terre qui fût armé du funeste pouvoir

qu'ose usurper votre Magistrat ; il n'y auroit point dans aucun Etat de sort aussi dur que le vôtre. Vous m'avouerez que ce seroit-là une étrange liberté !

Le droit de Représentation est intimement lié à votre constitution : il est le seul moyen possible d'unir la liberté à la subordination, & de maintenir le Magistrat dans la dépendance des Loix sans altérer son autorité sur le peuple. Si les plaintes sont clairement fondées , si les raisons sont palpables , on doit présumer le Conseil assez équitable pour y déférer. S'il ne l'étoit pas , ou que les griefs n'eussent pas ce degré d'évidence qui les met au-dessus du doute , le cas changeroit , & ce seroit alors à la volonté générale de décider ; car dans votre Etat cette volonté est le Juge suprême & l'unique Souverain. Or , comme dès le commencement de la République cette volonté avoit toujours des moyens de se faire entendre , & que ces moyens tenoient à votre Constitution , il s'ensuit que l'Edit de 1707 fondé d'ailleurs sur un droit immémorial , & sur l'usage constant de ce droit , n'avoit pas besoin de plus grande explication.

Les Médiateurs ayant eu pour maxime fondamentale de s'écarter des anciens Edits le moins qu'il étoit possible , ont laissé cet Article tel qu'il étoit auparavant , & même y ont renvoyé. Ainsi par

le Règlement de la Médiation votre droit sur ce point est demeuré parfaitement le même, puisque l'Article qui le pose est rappellé tout entier.

Mais les Médiateurs n'ont pas vu que les changements qu'ils étoient forcés de faire à d'autres Articles les obligeoient, pour être conséquents, d'éclaircir celui-ci, & d'y ajouter de nouvelles explications que leur travail rendoit nécessaires. L'effet des Représentations des particuliers négligées est de devenir enfin la voix du public & d'obvier ainsi au déni de justice. Cette transformation étoit alors légitime & conforme à la Loi fondamentale, qui, par tout pays arme en dernier ressort le Souverain de la force publique pour l'exécution de ses volontés.

Les Médiateurs n'ont pas supposé ce déni de justice. L'événement prouve qu'ils l'ont dû supposer. Pour assurer la tranquillité publique ils ont jugé à propos de séparer du Droit la puissance, & de supprimer même les assemblées & députations pacifiques de la Bourgeoisie; mais puisqu'ils lui ont d'ailleurs confirmé son droit, ils devoient lui fournir dans la forme de l'institution d'autres moyens de le faire valoir, à la place de ceux qu'ils lui ôtoient: ils ne l'ont pas fait. Leur ouvrage à cet égard est donc resté défectueux; car le droit étant de-

meuré le même , doit toujours avoir les mêmes effets.

Aussi voyez avec quel art vos Magistrats se prévalent de l'oubli des Médiateurs ! En quelque nombre que vous puissiez être ils ne voient plus en vous que des particuliers , & depuis qu'il vous a été interdit de vous montrer en corps , ils regardent ce corps comme anéanti : il ne l'est pas toutefois , puisqu'il conserve tous ses droits , tous ses privilèges , & qu'il fait toujours la principale partie de l'Etat & du Législateur. Ils partent de cette supposition fautive pour vous faire mille difficultés chimériques sur l'autorité qui peut les obliger d'assembler le Conseil général. Il n'y a point d'autorité qui le puisse hors celle des Loix , quand ils les observent : mais l'autorité de la Loi qu'ils transgressent retourne au Législateur ; & n'osant nier tout-à-fait qu'en pareil cas cette autorité ne soit dans le plus grand nombre , ils rassemblent leurs objections sur les moyens de le constater. Ces moyens seront toujours faciles si-tôt qu'ils seront permis , & ils seront sans inconvénient , puisqu'il est aisé d'en prévenir les abus.

Il ne s'agissoit là ni de tumultes ni de violence : il ne s'agissoit point de ces ressources quelquefois nécessaires mais toujours terribles , qu'on vous a très-sage-

ment interdites ; non que vous en ayez jamais abusé , puisqu'au contraire vous n'en usâtes jamais qu'à la dernière extrémité , seulement pour votre défense , & toujours avec une modération qui peut-être eût dû vous conserver le droit des armes , si quelque peuple eût pu l'avoir sans danger. Toutefois je bénirai le Ciel , quoiqu'il arrive , de ce qu'on n'en verra plus l'affreux appareil au milieu de vous. *Tout est permis dans les maux extrêmes* , dit plusieurs fois l'Auteur des Lettres. Cela fût-il vrai , tout ne seroit pas expédient. Quand l'excès de la Tyrannie met celui qui la souffre au-dessus des Loix , encore faut-il que ce qu'il tente pour la détruire lui laisse quelque espoir d'y réussir. Voudroit-on vous réduire à cette extrémité ? je ne puis le croire , & quand vous y seriez , je pense encore moins qu'aucune voie de fait pût jamais vous en tirer. Dans votre position toute fautive démarche est fatale , tout ce qui vous induit à la faire est un piège , & fussiez-vous un instant les maîtres , en moins de quinze jours vous seriez écrasés pour jamais. Quoi que fassent vos Magistrats , quoi que dise l'Auteur des Lettres , les moyens violents ne conviennent point à la cause juste : sans croire qu'on veuille vous forcer à les prendre , je crois qu'on vous les verroit prendre avec plaisir ; & je

je crois qu'on ne doit pas vous faire envisager comme une ressource ce qui ne peut que vous ôter toutes les autres. La justice & les Loix sont pour vous ; ces appuis , je le fais , sont bien foibles contre le crédit & l'intrigue ; mais ils sont les seuls qui vous restent : tenez-vous-y jusqu'à la fin.

Eh ! comment approuverois-je qu'on voulût troubler la paix civile pour quelque intérêt que ce fût , moi qui lui sacrifiai le plus cher de tous les miens ? Vous le savez , Monsieur , j'étois désiré , sollicité ; je n'avois qu'à paroître ; mes droits étoient soutenus , peut-être mes affronts réparés. Ma présence eût du moins intrigué mes persécuteurs , & j'étois dans une de ces positions enviées , dont quiconque aime à faire un rôle , se prévaut toujours avidement. J'ai préféré l'exil perpétuel de ma patrie ; j'ai renoncé à tout , même à l'espérance , plutôt que d'exposer la tranquillité publique : j'ai mérité d'être cru sincère , lorsque je parle en sa faveur.

Mais pourquoi supprimer des assemblées paisibles & purement civiles , qui ne pouvoient avoir qu'un objet légitime , puisqu'elles restoient toujours dans la subordination dûe aux Magistrats ? Pourquoi , laissant à la Bourgeoisie le droit de faire des représentations , ne les lui pas laisser faire avec l'ordre & l'authenticité conve-

nables ? Pourquoi lui ôter les moyens d'en délibérer entr'elle , & , pour éviter des assemblées trop nombreuses , au moins par ses députés ? Peut - on rien imaginer de mieux réglé , de plus décent , de plus convenable que les assemblées par compagnies & la forme de traiter qu'a suivi la Bourgeoisie pendant qu'elle a été la maîtresse de l'Etat ? N'est-il pas d'une police mieux entendue de voir monter à l'Hôtel-de-Ville une trentaine de députés au nom de tous leurs Concitoyens , que de voir toute une Bourgeoisie y monter en foule ; chacun ayant sa déclaration à faire , & nul ne pouvant parler que pour soi ? Vous avez vu , Monsieur , les Représentants en grand nombre , forcés de se diviser par pélotons pour ne pas faire tumulte & cohue , venir séparément par bandes de trente ou quarante , & mettre dans leur démarche encore plus de bienséance & de modestie qu'il ne leur étoit prescrit par la Loi. Mais tel est l'esprit de la Bourgeoisie de Genève ; toujours plutôt en-deçà qu'en delà de ses droits , elle est ferme quelquefois , elle n'est jamais séditieuse. Toujours la Loi dans le cœur , toujours le respect du Magistrat sous les yeux , dans le temps même où la plus vive indignation devoit animer sa colere , & où rien ne l'empêchoit de la contenter , elle ne s'y livra jamais. Elle fut juste

étant la plus forte ; même elle fut pardonner. En eût-on pu dire autant de ses oppresseurs ? On fait le fort qu'ils lui firent éprouver autrefois ; on fait celui qu'ils lui préparoient encore.

Tels sont les hommes vraiment dignes de la liberté , parce qu'ils n'en abusent jamais , qu'on charge pourtant de liens & d'entraves comme la plus vile populace. Tels sont les Citoyens , les membres du Souverain qu'on traite en sujets & plus mal que des sujets mêmes ; puisque dans les Gouvernements les plus absolus on permet des assemblées de communautés qui ne sont présidées d'aucun Magistrat.

Jamais , comme qu'on s'y prenne , des réglemens contradictoires ne pourront être observés à la fois. On permet , on autorise le droit de Représentation , & l'on reproche au Représentants de manquer de consistance en les empêchant d'en avoir. Cela n'est pas juste , & quand on vous met hors d'état de faire vos démarches en corps , il ne faut pas vous objecter que vous n'êtes que des particuliers. Comment ne voit-on point , que si le poids des Représentations dépend du nombre des Représentants , quand elles sont générales , il est impossible de les faire un à un ; & quel ne seroit pas l'embaras du Magistrat s'il avoit à lire successi-

vement les Mémoires ou à écouter les discours d'un millier d'hommes, comme il y est obligé par la Loi?

Voici donc la facile solution de cette grande difficulté que l'Auteur des Lettres fait valoir comme insoluble (x). Que lorsque le Magistrat n'aura eu nul égard aux plaintes des particuliers portées en Représentations, il permette l'assemblée des compagnies bourgeoises; qu'il la permette séparément en des lieux, en des temps différents; que celles de ces compagnies qui voudront, à la pluralité des suffrages appuyer les Représentations, le fassent par leurs Députés. Qu'alors le nombre des Députés représentants se compte; leur nombre total est fixe; on verra bientôt si leurs vœux sont ou ne sont pas ceux de l'Etat.

Ceci ne signifie pas, prenez-y bien garde, que ces assemblées partielles puissent avoir aucune autorité, si ce n'est de faire entendre leur sentiment sur la matière des Représentations. Elles n'auront, comme assemblées autorisées pour ce seul cas, nul autre droit que celui des particuliers; leur objet n'est pas de changer la Loi, mais de juger si elle est suivie; ni de redresser des griefs, mais de montrer le besoin d'y pourvoir: leur avis,

(x) Page 88;

fût-il unanime , ne fera jamais qu'une représentation. On fera seulement par-là si cette représentation mérite qu'on y défère , soit pour assembler le Conseil général si les Magistrats l'approuvent , soit pour s'en dispenser s'ils l'aiment mieux , en faisant droit par eux-mêmes sur les justes plaintes des Citoyens & Bourgeois.

Cette voie est simple , naturelle , sûre ; elle est sans inconvénient. Ce n'est pas même une Loi nouvelle à faire , c'est seulement un Article à révoquer pour ce seul cas. Cependant si elle effraye encore trop vos Magistrats , il en reste une autre non moins facile , & qui n'est pas plus nouvelle : c'est de rétablir les Conseils généraux périodiques , & d'en borner l'objet aux plaintes mises en Représentations durant l'intervalle écoulé de l'un à l'autre , sans qu'il soit permis d'y porter aucune autre question. Ces assemblées , qui par une distinction très-importante (y) n'auroient pas l'autorité du Souverain , mais du Magistrat suprême , loin de pouvoir rien innover , ne pourroient qu'empêcher toute innovation de la part des Conseils , & remettre toutes choses dans l'ordre de la Législation ; dont le corps , dépositaire de la force publique , peut maintenant s'é-

(y) Voyez le Contrat Social. L. III. chap. 17.

carter sans gêne autant qu'il lui plaît. En forte que , pour faire tomber ces assemblées d'elles-mêmes , les Magistrats n'auroient qu'à suivre exactement les Loix : car la convocation d'un Conseil général seroit inutile & ridicule lorsqu'on n'auroit rien à y porter ; & il y a grande apparence que c'est ainsi que se perdit l'usage des Conseils généraux périodiques au seizième siècle , comme il a été dit ci-devant.

Ce fut dans la vue que je viens d'exposer qu'on les rétablit en 1707 , & cette vieille question renouvelée aujourd'hui fut décidée alors par le fait même de trois Conseils généraux consécutifs , au dernier desquels passa l'Article concernant le droit de Réprésentation. Ce droit n'étoit pas contesté mais éludé ; les Magistrats n'osoient disconvenir que lorsqu'ils refusoient de satisfaire aux plaintes de la Bourgeoisie , la question ne dût être portée en Conseil général ; mais comme il appartient à eux seuls de le convoquer , ils prétendoient sous ce prétexte pouvoir en différer la tenue à leur volonté , & comptoient laisser à force de délais la confiance de la Bourgeoisie. Toutefois son droit fut enfin si bien reconnu , qu'on fit dès le 9 Avril convoquer l'assemblée générale pour le 5 de Mai , *afin* , dit le Placard , *de lever par ce moyen les insinua-*

tions qui ont été répandues, que la convocation en pourroit être éludée & renvoyée encore loin.

Et qu'on ne dise pas que cette convocation fut forcée par quelque acte de violence ou par quelque tumulte tendant à sédition, puisque tout se traitoit alors par députation, comme le Conseil l'avoit désiré, & que jamais les Citoyens & Bourgeois ne furent plus paisibles dans leurs assemblées, évitant de les faire trop nombreuses & de leur donner un air imposant. Ils poussèrent même si loin la décence, & j'ose dire, la dignité, que ceux d'entr'eux qui portoient habituellement l'épée, la posèrent toujours pour y assister (7). Ce ne fut qu'après que tout fut fait, c'est-à-dire, à la fin du troisième Conseil général, qu'il y eut un cri d'armes causé par la faute du Conseil, qui eut l'imprudence d'envoyer trois Compagnies de la garnison, la bayonnette au bout du fusil, pour forcer deux ou trois

(7) Ils eurent la même attention en 1734, dans leurs Représentations du 4 Mars, appuyées de mille ou douze cents Citoyens ou Bourgeois en personnes, dont pas un seul n'avoit l'épée au côté. Ces soins, qui paroïtroient minutieux dans tout autre Etat, ne le sont pas dans une Démocratie, & caractérisent peut-être mieux un peuple que des traits plus éclatants.

cents Citoyens encore assemblés à Saint Pierre.

Ces Conseils périodiques rétablis en 1707 , furent révoqués cinq ans après ; mais par quels moyens & dans quelles circonstances ? Un court examen de cet Edit de 1712 , nous fera juger de sa validité.

Premièrement , le Peuple effrayé par les exécutions & proscriptions récentes , n'avoit ni liberté ni sûreté ; il ne pouvoit plus compter sur rien après la frauduleuse amnistie qu'on employa pour le surprendre. Il croyoit à chaque instant revoir à ses portes les Suisses qui servirent d'Archers à ces sanglantes exécutions. Mal revenu d'un effroi que le début de l'Edit étoit très-propre à réveiller , il eût tout accordé par la seule crainte ; il sentoic bien qu'on ne l'assembloit pas pour donner la Loi , mais pour la recevoir.

Les motifs de cette révocation , fondés sur les dangers des Conseils généraux périodiques , sont d'une absurdité palpable , à qui connoît le moins du monde l'esprit de votre constitution & celui de votre Bourgeoisie. On allégué les temps de peste , de famine & de guerre , comme si la famine ou la guerre étoient un obstacle à la tenue d'un Conseil , & quant à la peste , vous n'avouerez que c'est prendre les précautions de loin. On s'effraye de l'ennemi ,

des mal intentionnés , des cabales ; jamais on ne vit de gens si timides , l'expérience du passé devoit les rassurer : Les fréquents Conseils généraux ont été dans les temps les plus orageux , le salut de la République , comme il sera montré ci-après , & jamais on n'y a pris que des résolutions sages & courageuses. On soutient ces assemblés contraires à la constitution , dont elles sont le plus ferme appui ; on les dit contraires aux Edits , & elles sont établies par les Edits ; on les accuse de nouveauté , & elles sont aussi anciennes que la Législation. Il n'y a pas une ligne dans ce préambule qui ne soit une fausseté ou une extravagance , & c'est sur ce bel exposé que la révocation passe sans programme antérieur , qui ait instruit les membres de l'assemblée de la proposition qu'on leur vouloit faire , sans leur donner le loisir d'en délibérer entr'eux , même d'y penser , & dans un temps où la Bourgeoisie mal instruite de l'histoire de son Gouvernement , s'en laissoit aisément imposer par le Magistrat.

Mais un moyen de nullité plus grave encore , est la violation de l'Edit dans sa partie à cet égard la plus importante , savoir la maniere de déchiffrer les billets ou de compter les voix ; car dans l'Article IV, de l'Edit de 1707 , il est dit qu'on établira quatre Secrétaires *ad actum* pour re-

cueillir les suffrages , deux des Deux-Cent & deux du Peuple , lesquels seront choisis sur le champ par M. le premier Syndic & prêteront serment dans le Temple. Et toutefois dans le Conseil général de 1712, sans aucun égard à l'Edit précédent , on fait recueillir les suffrages par les deux Secrétaires d'Etat. Quel fut donc la raison de ce changement , & pourquoi cette manœuvre illégale dans un point si capital , comme si l'on eût voulu transgresser à plaisir la Loi qui venoit d'être faite ? On commence par violer dans un article l'Edit qu'on veut annuler dans un autre ! Cette marche est-elle régulière ? Si comme porte cet Edit de révocation , l'avis du Conseil fut approuvé *presque unanimement* (aa) , pourquoi donc la surprise

(aa) Par la maniere dont il m'est rapporté qu'on s'y prit , cette unanimité n'étoit pas difficile à obtenir , & il ne tint qu'à ces Messieurs de la rendre complete.

Avant l'Assemblée , le Secrétaire d'Etat Mestrezat dit : *Laissez-les venir , je les tiens*. Il employa , dit-on , pour cette fin , les deux mots *approbation* , & *réjection* , qui depuis sont demeurés en usage dans les billets : en sorte que quelque parti qu'on prît , tout revenoit au même. Car si l'on choisissoit *approbation* , l'on approuvoit l'avis des Consei's , qui rejettoit l'Assemblée périodique ; & si l'on prenoit *réjection* ,

& la consternation que marquoient les Citoyens en sortant du Conseil , tandis qu'on voyoit un air de triomphe & de satisfaction sur les visages des Magistrats? (bb) Ces différentes contenance sont-elles naturelles à gens qui viennent d'être unanimement du même avis?

Ainsi donc pour arracher cet Edit de

P'on rejettoit l'assemblée périodique. Je n'invente pas ce fait , & je ne le rapporte pas sans autorité ; je prie le lecteur de le croire ; mais je dois à la vérité de dire qu'il ne me vient pas de Genève , & à la justice d'ajouter que je ne le crois pas vrai : je fais seulement que l'équivoque de ces deux mots abusa bien des votants sur celui qu'ils devoient choisir pour exprimer leurs intentions, & j'avoue encore que je ne puis imaginer aucun motif honnête ni aucune excuse légitime à la transgression de la loi dans le recueillement des suffrages. Rien ne prouve mieux la terreur dont le peuple étoit saisi , que le silence avec lequel il laissa passer cette irrégularité.

(bb) Ils disoient entr'eux en sortant , & bien d'autres l'entendirent ; *Nous venons de faire une grande journée.* Le lendemain nombre de Citoyens furent se plaindre qu'on les avoit trompés , & qu'ils n'avoient point entendu rejeter les assemblées générales , mais l'avis des Conseils. On se moqua d'eux.

révocation l'on usa de terreur , de surprise , vraisemblablement de fraude , & tout au moins on viola certainement la Loi. Qu'on juge si ces caracteres sont compatibles avec ceux d'une Loi sacrée , comme on affecte de l'appeller ?

Mais supposons que cette révocation soit légitime & qu'on n'en ait pas enfreint les conditions (cc) , quel autre effet peut-on lui donner , que de remettre les choses sur le pied où elles étoient avant l'établissement de la Loi révoquée , & par conséquent la Bourgeoisie dans le droit dont elle étoit en possession ? Quand on casse une transaction , les Parties ne restent-elles pas comme elles étoient avant qu'elle fût passée ?

Convenons que ces Conseils généraux périodiques , n'auroient eu qu'un seul inconvénient , mais terrible ; c'eût été de forcer les Magistrats & tous les Ordres , de se contenir dans les bornes de leurs devoirs & de leurs droits. Par cela seul , je fais que ces assemblées si effarouchantes ne seront jamais rétablies , non plus que celles de la Bourgeoisie par compagnies ;

(cc) Ces conditions portent qu'*aucun changement à l'Edit n'aura force , qu'il n'ait été approuvé dans ce Souverain Conseil.* Reste donc à savoir si les infractions de l'Edit ne sont pas des changements à l'Edit ?

mais aussi n'est-ce pas de cela qu'il s'agit : je n'examine point ici ce qui doit ou ne doit pas se faire ; ce qu'on fera ni ce qu'on ne fera pas. Les expédients que j'indique simplement comme possibles & faciles, comme tirés de votre constitution, n'étant plus conformes aux nouveaux Edits, ne peuvent passer que du consentement des Conseils, & m'on avis n'est assurément pas qu'on les leur propose : mais adoptant un moment la supposition de l'Auteur des Lettres, je résous des objections frivoles ; je fais voir qu'il cherche dans la nature des choses, des obstacles qui n'y sont point, qu'ils ne sont tous que dans la mauvaise volonté du Conseil, & qu'il y avoit, s'il l'eût voulu, cent moyens de lever ces prétendus obstacles, sans altérer la Constitution, sans troubler l'ordre, & sans jamais exposer le repos public.

Mais pour rentrer dans la question, revenons-nous exactement au dernier Edit, & vous n'y verrez pas une seule difficulté réelle contre l'effet nécessaire du droit de Représentation.

1. Celle d'abord de fixer le nombre des Représentants est vaine par l'Edit même, qui ne fait aucune distinction du nombre, & ne donne pas moins de force à la Représentation d'un seul qu'à celle de cent.

2. Celle de donner à des particuliers le droit de faire assembler le Conseil général est vaine encore ; puisque ce droit, dangereux ou non , ne résulte pas de l'effet nécessaire des Représentations. Comme il y a tous les ans deux Conseils généraux pour les élections , il n'en faut point pour cet effet assembler d'extraordinaire. Il suffit que la Représentation , après avoir été examinée dans les Conseils , soit portée au plus prochain Conseil général , quand elle est de nature à l'être (*dd*). La séance n'en sera pas même prolongée d'une heure , comme il est manifeste à qui connoît l'ordre observé dans ces assemblées. Il faut seulement prendre la précaution que la proposition passe aux voix avant les élections : car si l'on attendoit que l'élection fût faite , les Syndics ne manqueroient pas de rompre aussi-tôt l'assemblée , comme ils firent en 1735.

3. Celle de multiplier les Conseils généraux est levée avec la précédente , & quand elle ne le seroit pas , où seroient les dangers qu'on y trouve ? C'est ce que je ne saurois voir.

On frémit en lisant l'énumération de

(*dd*) J'ai distingué ci-devant les cas où les Conseils sont tenus de l'y porter , & ceux où ils ne le sont pas.

cès dangers dans les Lettres écrites de la Campagne , dans l'Edit de 1712 , dans la Harangue de M. Chouet ; mais vérifications. Ce dernier dit que la République ne fut tranquille que quand ces assemblées devinrent plus rares. Il y a là une petite inversion à rétablir. Il falloit dire que ces assemblées devinrent plus rares quand la République fut tranquille. Lisez, Monsieur , les fastes de votre Ville durant le seizieme siècle. Comment secoua-t-elle le double joug qui l'écrasoit ? Comment étouffa-t'elle les factions qui la déchiroient ? Comment résista-t'elle à ses voisins avides , qui ne la secouroient que pour l'affervir ? Comment s'établit dans son sein la liberté évangélique & politique ? Comment sa constitution prit-elle de la consistance ? Comment se forma le système de son Gouvernement ? L'histoire de ces mémorables temps est un enchaînement de prodiges. Les Tyrans , les Voisins , les ennemis , les amis , les sujets , les Citoyens , la guerre , la peste , la famine , tout sembloit concourir à la perte de cette malheureuse Ville. On conçoit à peine comment un Etat déjà formé , eût pu échapper à tous ces périls. Non-seulement Genève en échappe , mais c'est durant ces crises terribles que se consomme le grand ouvrage de sa Législation. Ce fut par ces fréquents Conseils géné-

raux (ee), ce fut par la prudence & la fermeté que ses Citoyens y portèrent, qu'ils vainquirent enfin tous les obstacles, & rendirent leur Ville libre & tranquille, de sujette & déchirée qu'elle étoit auparavant; ce fut après avoir tout mis en ordre au-dedans, qu'ils se virent en état de faire au-dehors la guerre avec gloire. Alors le Conseil Souverain avoit fini ses fonctions, c'étoit au Gouvernement de faire les siennes: il ne restoit plus au Genevois qu'à défendre la liberté qu'ils venoient d'établir & à se montrer aussi braves soldats en campagne qu'ils s'étoient montrés dignes Citoyens au Conseil; c'est ce qu'ils firent. Vos annales attestent par tout l'utilité des Conseils généraux: vos Messieurs n'y voient que des maux effroyables. Ils font l'objection, mais l'histoire la résout.

(ee) Comme on les assembloit alors dans tous les cas *ardus* selon les Edits, & que ces cas ardues revenoient très-souvent dans ces temps orageux, le Conseil général étoit alors plus fréquemment convoqué que n'est aujourd'hui le Deux-Cent. Qu'on en juge par une seule époque. Durant les huit premiers mois de l'année 1540, il se tint dix-huit Conseils généraux, & cette année n'eût rien de plus extraordinaire que celles qui avoient précédé & que celles qui suivirent.

4. Celle de s'exposer aux faillies du Peuple quand on avoisine à de grandes Puissances se résout de même. Je ne sache point en ceci de meilleure réponse à des sophismes que des faits constants. Toutes les résolutions des Conseils généraux ont été dans tous les temps aussi pleines de sagesse que de courage ; jamais elles ne furent insolentes ni lâches ; on y a quelquefois juré de mourir pour la patrie ; mais je défie qu'on m'en cite un seul , même de ceux où le Peuple a le plus influé , dans lequel on ait par étourderie indisposé les Puissances voisines , non plus qu'un seul où l'on ait rampé devant elles. Je ne ferois pas un pareil défi pour tous les arrêtés du petit Conseil : mais passons. Quand il s'agit de nouvelles résolutions à prendre , c'est aux Conseils inférieurs de les proposer , au Conseil général de les rejeter ou de les admettre ; il ne peut rien faire de plus ; on ne dispute pas de cela : Cette objection porte donc à faux.

5. Celle de jeter du doute & de l'obscurité sur toutes les Loix n'est pas plus solide , parce qu'il ne s'agit pas ici d'une interprétation vague , générale , & susceptible de subtilités ; mais d'une application nette & précise d'un fait à la Loi. Le magistrat peut avoir ses raisons pour trouver obscure une chose claire , mais cela n'en détruit pas la clarté. Ces Mes-

seurs dénaturent la question. Montrer par la lettre d'une Loi qu'elle a été violée, n'est pas proposer des doutes sur cette Loi. S'il y a dans les termes de la Loi un seul sens selon lequel le fait soit justifié, le Conseil dans sa réponse ne manquera pas d'établir ce sens. Alors la Représentation perd sa force, & si l'on y persiste, elle tombe infailliblement en Conseil général; car l'intérêt de tous est trop grand, trop présent, trop sensible, sur-tout dans une Ville de commerce, pour que la généralité veuille jamais ébranler l'autorité, le Gouvernement, la Législation, en prononçant qu'une Loi a été transgressée, lorsqu'il est possible qu'elle ne l'ait pas été.

C'est au Législateur, c'est au rédacteur des Loix à n'en pas laisser les termes équivoques. Quand ils le sont; c'est à l'équité du Magistrat d'en fixer le sens dans la pratique; quand la Loi a plusieurs sens, il use de son droit en préférant celui qui lui plaît: mais ce droit ne va point jusqu'à changer le sens littéral des Loix, & à leur en donner un qu'elles n'ont pas; autrement il n'y auroit plus de Loi. La question ainsi posée est si nette qu'il est facile au bon sens de prononcer, & ce bon sens qui prononce se trouve alors dans le Conseil général. Loin que de-là naissent des discussions interminables, c'est par-là qu'au contraire

on les prévient ; c'est par-là qu'élevant les Edits au-dessus des interprétations arbitraires & particulieres, que l'intérêt ou la passion peut suggérer , on est sûr qu'ils disent toujours ce qu'ils disent , & que les particuliers ne sont plus en doute , sur chaque affaire , du sens qu'il plaira au Magistrat de donner à la Loi. N'est-il pas clair que les difficultés dont il s'agit maintenant n'existeroient plus si l'on eût pris d'abord ce moyen de les résoudre ?

6. Celle de soumettre les Conseils aux ordres des Citoyens est ridicule. Il est certain que des Représentations ne sont pas des ordres , non plus que la requête d'un homme qui demande justice n'est pas un ordre ; mais le Magistrat n'en est pas moins obligé de rendre au suppliant la justice qu'il demande , & le Conseil de faire droit sur les Représentations des Citoyens & Bourgeois. Quoique les Magistrats soient les supérieurs des particuliers , cette supériorité ne les dispense pas d'accorder à leurs inférieurs ce qu'ils leur doivent , & les termes respectueux qu'emploient ceux-ci pour le demander , n'ôtent rien au droit qu'ils ont de l'obtenir. Une Représentation est , si l'on veut , un ordre donné au Conseil , comme elle est un ordre donné au premier Syndic à qui on la présente de la communiquer au Conseil ; car c'est ce qu'il est toujours

obligé de faire , soit qu'il approuve la Représentation , soit qu'il ne l'approuve pas.

Au reste quand le Conseil tire avantage du mot de *Représentation* qui marque infériorité ; en disant une chose que personne ne dispute , il oublie cependant que ce mot employé dans le Règlement n'est pas dans l'Edit auquel il renvoie , mais bien celui de *Remontrances* qui présente un tout autre sens : à quoi l'on peut ajouter qu'il y a de la différence entre les Remontrances qu'un corps de Magistrature fait à son Souverain , & celles que des membres du Souverain font à un corps de Magistrature. Vous direz que j'ai tort de répondre à une pareille objection ; mais elle vaut bien la plupart des autres.

7. Celle enfin d'un homme en crédit contestant le sens ou l'application d'une Loi qui le condamne , & séduisant le public en sa faveur , est telle que je crois devoir m'abstenir de la qualifier. Eh ! qui donc a connu la Bourgeoisie de Genève pour un peuple servile , ardent , imitateur , stupide , ennemi des Loix , & si prompt à s'enflammer pour les intérêts d'autrui ? Il faut que chacun ait bien vu le sien compromis dans les affaires publiques , avant qu'il puisse se résoudre à s'en mêler.

Souvent l'injustice & la fraude trouvent des protecteurs ; jamais elles n'ont le public pour elles ; c'est en ceci que la voix du peuple est la voix de Dieu ; mais malheureusement cette voix sacrée est toujours foible dans les affaires contre le cri de la puissance , & la plainte de l'innocence opprimée s'exhale en murmures méprisés par la tyrannie. Tout ce qui se fait par brigue & séduction se fait par préférence au profit de ceux qui gouvernent ; cela ne sauroit être autrement. La ruse, le préjugé, l'intérêt, la crainte, l'espoir, la vanité, les couleurs spécieuses, un air d'ordre & de subordination, tout est pour des hommes habiles, constitués en autorité & versés dans l'art d'abuser le peuple. Quand il s'agit d'opposer l'adresse à l'adresse, ou le crédit au crédit, quel avantage immense n'ont pas dans une petite Ville les premières familles toujours unies pour dominer leurs amis, leurs clients, leurs créatures, tout cela joint à tout le pouvoir des Conseils, pour écraser des particuliers qui oseroient leur faire tête, avec des sophismes pour toutes armes ? Voyez autour de vous dans cet instant même. L'appui des Loix, l'équité, la vérité, l'évidence, l'intérêt commun, le soin de la sûreté particulière, tout ce qui devrait entraîner la foule suffit à peine pour pro-

téger des Citoyens respectés qui réclament contre l'iniquité la plus manifeste ; & l'on veut que chez un Peuple éclairé l'intérêt d'un brouillon fasse plus de partisans que n'en peut faire celui de l'Etat ? Ou je connois mal votre Bourgeoisie & vos Chefs, ou si jamais il se fait une seule Représentation mal fondée, ce qui n'est pas encore arrivé que je sache ; l'Auteur, s'il n'est méprisable, est un homme perdu.

Est-il besoin de refuter des objections de cette espèce quand on parle à des Genevois ? Y a-t'il dans votre Ville un seul homme qui n'en sente la mauvaise foi, & peut-on sérieusement balancer l'usage d'un droit sacré, fondamental, confirmé, nécessaire, par des inconvénients chimériques que ceux qui les objectent, savent mieux que personne ne pouvoir exister ? Tandis qu'au contraire ce droit enfreint ouvre la porte aux excès de la plus odieuse Olygarchie, au point qu'on la voit attenter déjà sans prétexte à la liberté des Citoyens, & s'arroger hautement le pouvoir de les emprisonner sans astringtion ni condition, sans formalité d'aucune espèce contre la teneur des Loix les plus précieuses, & malgré toutes les protestations.

L'explication qu'on ose donner à ces Loix est plus insultante encore que la ty-

rannie qu'on exerce en leur nom. De quels raisonnemens on vous paye ? Ce n'est pas assez de vous traiter en esclaves , si l'on ne vous traite encore en enfans. Eh Dieu ! Comment a-t'on pu mettre en doute des questions si claires , comment a-t'on pu les embrouiller à ce point ? Voyez, Monsieur , si les poser n'est pas les résoudre ? En finissant par-là cette Lettre , j'espère ne la pas allonger de beaucoup.

Un homme peut-être constitué prisonnier de trois manieres. L'une à l'instance d'un autre homme qui fait contre lui partie formelle ; la seconde , étant surpris en flagrant délit & saisi sur le champ , ou , ce qui revient au même , pour crime notoire dont le public est témoin ; & la troisième , d'office , par la simple autorité du Magistrat , sur des avis secrets , sur des indices , ou sur d'autres raisons qu'il trouve suffisantes.

Dans le premier cas , il est ordonné par les Loix de Genève que l'accusateur revête les prisons , ainsi que l'accusé ; & de plus s'il n'est pas solvable , qu'il donne caution des dépens & de l'adjudé. Ainsi l'on a de ce côté dans l'intérêt de l'accusateur , une sûreté raisonnable que le prévenu n'est pas arrêté injustement.

Dans le second cas , la preuve est dans le fait même , & l'accusé est en quelque sorte convaincu par sa propre détention.

Mais dans le troisième cas on n'a ni la même sûreté que dans le premier, ni la même évidence que dans le second, & c'est pour ce dernier cas que la Loi, supposant le Magistrat équitable, prend seulement des Magistrats pour qu'il ne soit pas surpris.

Voilà les principes sur lesquels le Législateur se dirige dans ces trois cas ; en voici maintenant l'application.

Dans le cas de la partie formelle, on a dès le commencement un procès en règle qu'il faut suivre dans toutes les formes judiciaires : c'est pourquoi l'affaire est d'abord traitée en première instance. L'emprisonnement ne peut être fait, *si, parties ouies, il n'a été permis par justice (ff)*. Vous savez que ce qu'on appelle à Genève la Justice, est le Tribunal du Lieutenant & de ses assistants, appelés *Auditeurs*. Ainsi c'est à ces Magistrats & non à d'autres, pas même aux Syndics, que la plainte en pareil cas doit être portée, & c'est à eux d'ordonner l'emprisonnement des deux parties ; sauf alors le recours de l'une des deux aux Syndics, *si, selon les termes de l'Edit, elle se sentoit gravée par ce qui aura été ordonné (gg)*. Les trois premiers articles du Titre XII

(ff) Edits civils. Tit. XII, Art. 1.

(gg) Ibid. Art. 2.

sur les matieres criminelles , se rapportent évidemment à ce cas-là.

Dans le cas du flagrant délit , soit pour crime , soit pour excès que la police doit punir , il est permis à toute personne d'arrêter le coupable ; mais il n'y a que les Magistrats chargés de quelque partie du pouvoir exécutif , tels que les Syndics, le Conseil , le Lieutenant , un Auditeur, qui puissent l'écrouer ; un Conseiller ni plusieurs ne le pourroient pas ; & le prisonnier doit être interrogé dans les vingt-quatre heures. Les cinq Articles suivans du même Edit, se rapportent uniquement à ce second cas , comme il est clair , tant par l'ordre de la matiere , que par le nom de *criminel* donné au prévenu , puisqu'il n'y a que le seul cas du flagrant délit ou du crime notoire , où l'on puisse appeller criminel un accusé avant que son procès lui soit fait. Que si l'on s'obstine à vouloir qu'*accusé* & *criminel* soient synonymes , il faudra par ce même langage , qu'*innocent* & *criminel* le soient aussi.

Dans le reste du Titre XII , il n'est plus question d'emprisonnement , & depuis l'Article IX inclusivement , tout roule sur la procédure & sur la forme du jugement dans toute espece de procès criminel. Il n'y est point parlé des emprisonnements faits d'office.

Mais il en est parlé dans l'Edit politi-

que sur l'Office des quatre Syndics. Pourquoi cela ? Parce que cet Article tient immédiatement à la liberté civile , que le pouvoir exercé sur ce point par le Magistrat , est un acte de Gouvernement plutôt que de Magistrature , & qu'un simple Tribunal de justice ne doit pas être revêtu d'un pareil pouvoir. Aussi l'Edit l'accorde-t'il aux Syndics seuls , non au Lieutenant ni à aucun autre Magistrat.

Or, pour garantir les Syndics de la surprise dont j'ai parlé, l'Edit leur prescrit de *mander* premierement ceux qu'il appartiendra d'examiner , d'interroger , & enfin de faire emprisonner si mestier est. Je crois que dans un pays libre, la Loi ne pouvoit pas moins faire pour mettre un frein à ce terrible pouvoir. Il faut que les Citoyens aient toutes les sûretés raisonnables , qu'en faisant leur devoir ils puissent coucher dans leur lit.

L'Article suivant du même Titre rentre, comme il est manifeste, dans le cas du crime notoire & du flagrant délit, de même que l'Article premier du Titre de matieres criminelles, dans le même Edit politique. Tout cela peut paroître une répétition ; mais dans l'Edit civil la matiere est considérée, quant à l'exercice de la justice, & dans l'Edit politique, quant à la sûreté des Citoyens. D'ailleurs les Loix ayant été faites en différents temps

& ces Loix étant l'ouvrage des hommes , on n'y doit pas chercher un ordre qui ne se démente jamais & une perfection sans défaut. Il suffit qu'en méditant sur le tout & en comparant les Articles , on y découvre l'esprit du Législateur & les raisons du dispositif de son ouvrage.

Ajoutez une réflexion. Ces droits si judicieusement combinés ; ces droits réclamés par les Représentants en vertu des Edits , vous en jouissiez sous la souveraineté des Evêques , Neuchâtel en jouit sous ses Princes , & à vous Républicains on veut les ôter ! Voyez les Articles X , XI , & plusieurs autres des franchises de Genève dans l'acte d'Ademarus Fabri. Ce monument n'est pas moins respectable aux Genevois , que ne l'est aux Anglois la grande Chartre encore plus ancienne , & je doute qu'on fût bien venu chez ces derniers , à parler de leur Chartre avec autant de mépris que l'Auteur des Lettres ose en marquer pour la vôtre.

Il prétend qu'elle a été abrogée par les constitutions de la République (hh). Mais

(hh) C'étoit par une Logique toute semblable qu'en 1742 on n'eut aucun égard au Traité de Soleure de 1579, soutenant qu'il étoit suranné; quoiqu'il fût déclaré perpétuel dans l'acte même , qu'il n'ait jamais été abrogé par aucun autre ; & qu'il ait été rappelé plusieurs fois , notamment dans l'acte de la Médiation.

au contraire , je vois très-souvent dans vos Edits ce mot , *comme d'ancienneté* , qui renvoie aux usages anciens , par conséquent aux droits sur lesquels ils étoient fondés ; & comme si l'Evêque eût prévu que ceux qui devoient protéger les franchises les attaqueroient , je vois qu'il déclare dans l'acte même qu'elles seront perpétuelles , sans que le non-usage ni aucune prescription les puisse abolir. Voici , vous en conviendrez , une opposition bien singulière. Le savant Syndic Chouet dit dans son Mémoire à Mylord Towfend , que le Peuple de Genève entra , par la Réformation , dans les droits de l'Evêque qui étoit Prince temporel & spirituel de cette Ville. L'Auteur des Lettres nous assure au contraire que ce même Peuple perdit en cette occasion les franchises que l'Evêque lui avoit accordées. Auquel des deux croirons-nous ?

Quoi ! vous perdez étant libres des droits dont vous jouissiez étant sujets ! Vos Magistrats vous dépouillent de ceux que vous accordèrent vos Princes ! si telle est la liberté que vous ont acquis vos pères , vous avez de quoi regretter le sang qu'ils verserent pour elle. Cet acte singulier qui vous rendant souverains , vous ôta vos franchises , valoit bien , ce me semble , la peine d'être énoncé , & du moins pour le rendre croyable , on ne pouvoit

le rendre trop solennel. Où est-il donc cet acte d'abrogation? Assurément pour se prévaloir d'une pièce aussi bizarre, le moins qu'on puisse faire est de commencer par la montrer.

De tout ceci je crois pouvoir conclurre avec certitude, qu'en aucun cas possible, la Loi dans Genève n'accorde aux Syndics ni à personne le droit absolu d'emprisonner les particuliers sans restriction ni condition. Mais n'importe: le Conseil en réponse aux Représentations établit ce droit sans réplique. Il n'en coûte que de vouloir, & le voilà en possession. Telle est la commodité du droit négatif.

Je me proposois de montrer dans cette Lettre que le droit de Représentation, intimement lié à la forme de votre Constitution, n'étoit pas un droit illusoire & vain; mais qu'ayant été formellement établi par l'Edit de 1707; & confirmé par celui de 1738, il devoit nécessairement avoir un effet réel: que cet effet n'avoit pas été stipulé dans l'Acte de la Médiation; parce qu'il ne l'étoit pas dans l'Edit, & qu'il ne l'avoit pas été dans l'Edit, tant parce qu'il résultoit alors par lui-même de la nature de votre Constitution, que parce que le même Edit en établissoit la sûreté d'une autre manière: Que ce droit & son effet nécessaire donnant seul de la consistance à tous les autres,

étoit l'unique & véritable équivalent de ceux qu'on avoit ôtés à la Bourgeoisie ; que cet équivalent , suffisant pour établir un solide équilibre entre toutes les parties de l'Etat , montrait la sagesse du Règlement qui sans cela seroit l'ouvrage le plus inique qu'il fût possible d'imaginer: qu'enfin les difficultés qu'on élevoit contre l'exercice de ce droit étoient des difficultés frivoles qui n'existoient que dans la mauvaise volonté de ceux qui les propofoient. & qui ne balançoient en aucune maniere les dangers du droit négatif absolu. Voilà , Monsieur , ce que j'ai voulu faire ; c'est à vous à voir si j'ai réussi.



NEUVIEME LETTRE.

J'Ai cru, Monsieur, qu'il valoit mieux établir directement ce que j'avois à dire, que de m'attacher à de longues réfutations. Entreprendre un examen suivi des Lettres écrites de la campagne, seroit s'embarquer dans une mer de sophismes. Les saisir, les exposer, seroit selon moi les réfuter; mais ils nagent dans un tel flux de doctrine, ils en sont si fort inondés, qu'on se noie en voulant les mettre à sec.

Toutefois en achevant mon travail le ne puis me dispenser de jeter un coup d'œil sur celui de cet Auteur. Sans analyser les subtilités politiques dont il vous leurre, je me contenterai d'en examiner les principes, & de vous montrer dans quelques exemples le vice de ses raisonnements.

Vous en avez vu ci-devant l'inconséquence par rapport à moi: par rapport à votre République ils sont plus captieux quelquefois, & ne sont jamais plus solides. Le seul & véritable objet de ces Lettres, est d'établir le prétendu droit négatif dans la plénitude que lui donnent les usurpations du Conseil. C'est à ce but que tout

se rapporte ; soit directement ; par un enchaînement nécessaire ; soit indirectement par un tour d'adresse , en donnant le change au public sur le fond de la question.

Les imputations qui me regardent sont dans le premier cas. Le Conseil m'a jugé contre la Loi : des Représentations s'élevèrent. Pour établir le droit négatif il faut éconduire les Représentants : pour les éconduire il faut prouver qu'ils ont tort , pour prouver qu'ils ont tort , il faut soutenir que je suis coupable , mais coupable à tel point que pour punir mon crime , il a fallu déroger à la Loi.

Que les hommes frémiroient au premier mal qu'ils font , s'ils voyoient qu'ils se mettent dans la triste nécessité d'en toujours faire , d'être méchans toute leur vie pour avoir pu l'être un moment , & de poursuivre jusqu'à la mort le malheureux qu'ils ont une fois persécuté !

La question de la présidence des Syndics dans les Tribunaux criminels se rapporte au second cas. Croyez-vous qu'au fond le Conseil s'embarrasse beaucoup que ce soient des Syndics ou des Conseillers qui président , depuis qu'il a fondu les droits des premiers dans tout le corps ? Les Syndics , jadis choisis parmi tout le Peuple (a) , ne l'étant plus que dans le

(a) On pouvoit si loin l'attention pour qu'il n'y

Conseil , de chefs qu'ils étoient des autres Magistrats, sont demeurés leurs collègues, & vous avez pu voir clairement dans cette affaire, que vos Syndics , peu jaloux d'une autorité passagere , ne sont plus que des Conseillers. Mais on feint de traiter cette question comme importante , pour vous distraire de celle qui l'est véritablement , pour vous laisser croire encore que vos premiers Magistrats sont toujours élus par vous , & que leur puissance est toujours la même.

Laissons donc ici ces questions accessoires, que par la maniere dont l'Auteur les traite, on voit qu'il ne prend guères à cœur. Bornons-nous à peser les raisons qu'il allégué en faveur du droit négatif auquel il s'attache avec plus de soin , & par lequel seul, admis ou rejeté, vous êtes esclaves ou libres.

L'art qu'il emploie le plus adroitement pour cela, est de réduire en propositions générales un systême dont on verroit trop aisément le foible , s'il en faisoit toujours l'application. Pour vous écarter de l'objet particulier, il flatte votre amour propre en étendant vos vûes sur

eut dans ce choix ni exclusion ni préférence autre que celle du mérite , que par un Edit qui a été abrogé, deux Sindics devoient toujours être pris dans le bas de la ville & deux dans le haut.

de grandes questions, & tandis qu'il met ces questions hors de la portée de ceux qu'il veut séduire, il les cajole & les gagne en paroissant les traiter en hommes d'Etat. Il éblouit ainsi le peuple pour l'aveugler, & change en théses de philosophie des questions qui n'exigent que du bon sens, afin qu'on ne puisse l'en dédire, & que ne l'entendant pas, on n'ose le défavouer.

Vouloir le suivre dans ses sophismes abstraits, seroit tomber dans la faute que je lui reproche. D'ailleurs, sur des questions ainsi traitées on prend le parti qu'on veut sans avoir jamais tort; car il entre tant d'éléments dans ces propositions, on peut les envisager par tant de faces, qu'il y a toujours quelque côté susceptible de l'aspect qu'on peut leur donner. Quand on fait pour tout le public en général un Livre de politique, on y peut philosopher à son aise; l'Auteur ne voulant qu'être lu & jugé par les hommes instruits de toutes les Nations, & versés dans la matière qu'il traite, abstrait & généralise sans crainte; il ne s'appesantit pas sur les détails élémentaires. Si je parlois à vous seul, je pourrois user de cette méthode; mais le sujet de ces Lettres intéresse un peuple entier, composé dans son plus grand nombre d'hommes qui ont plus de sens & de jugement que de

lecture & d'étude , & qui , pour n'avoir pas le jargon scientifique , n'en font que plus propre à saisir le vrai dans toute sa simplicité. Il faut opter en pareil cas entre l'intérêt de l'Auteur & celui des Lecteurs , & qui veut se rendre plus utile , doit se résoudre à être moins éblouissant.

Une autre source d'erreurs & de fausses applications , est d'avoir laissé les idées de ce droit négatif trop vagues , trop inexactes ; ce qui sert à citer , avec un air de preuve , les exemples qui s'y rapportent le moins , à détourner vos Concitoyens de leur objet , par la pompe de ceux qu'on leur présente , à soulever leur orgueil contre leur raison , & à les consoler doucement de n'être pas plus libre que les maîtres du monde. On fouille avec érudition dans l'obscurité des siècles , on vous promène avec faste chez les Peuples de l'antiquité. On vous étale successivement Athènes , Sparte , Rome , Carthage ; on vous jette aux yeux le sable de la Lybie pour vous empêcher de voir ce qui se passe autour de vous.

Qu'on fixe avec précision , comme j'ai tâché de faire , ce droit négatif , tel que prétend l'exercer le Conseil ; & je soutiens qu'il n'y eut jamais un seul Gouvernement sur la terre où le Législateur enchaîné de toutes manières par le corps exécutif , après avoir livré les Loix sans

réserve à sa merci , fut réduit à les lui voir expliquer , éluder , transgresser à volonté , sans pouvoir jamais apporter à cet abus d'autre opposition , d'autre droit , d'autre résistance qu'un murmure inutile & d'impuissantes clameurs.

Voyez en effet à quel point votre Anonyme est forcé de dénaturer la question , pour y rapporter moins mal-à-propos ses exemples.

Le droit négatif n'étant pas, dit-il, p. 110, le pouvoir de faire des Loix, mais d'empêcher que tout le monde indistinctement ne puisse mettre en mouvement la puissance qui fait les Loix, & ne donnant pas la facilité d'innover, mais le pouvoir de s'opposer aux innovations, va directement au grand but que se propose une société politique, qui est de se conserver en conservant sa constitution.

Voilà un droit négatif très-raisonnable, & dans le sens exposé ce droit est en effet une partie si essentielle de la constitution démocratique, qu'il seroit généralement impossible qu'elle se maintînt, si la puissance Législative pouvoit toujours être mise en mouvement par chacun de ceux qui la composent. Vous concevez qu'il n'est pas difficile d'apporter des exemples en confirmation d'un principe aussi certain.

Mais si cette notion n'est point celle

du droit négatif en question , s'il n'y a pas dans ce passage un seul mot qui ne porte à faux par l'application que l'Auteur en veut faire , vous m'avouerez que les preuves de l'avantage d'un droit négatif tout différent , ne sont pas fort concluantes en faveur de celui qu'il veut établir.

Le droit négatif n'est pas celui de faire des Loix. Non , mais il est celui de se passer de Loix. Faire de chaque acte de sa volonté une Loi particulière , est bien plus commode que de suivre les Loix générales , quand même on en seroit loimême l'Auteur. Mais d'empêcher que tout le monde indistinctement ne puisse mettre en mouvement la puissance qui fait les Loix. Il falloit dire au lieu de cela : mais d'empêcher que qui ce soit ne puisse protéger les Loix contre la puissance qui les subjugue.

Qui ne donnant pas la facilité d'innover. Pourquoi non ? Qui est-ce qui peut empêcher d'innover celui qui a la force en main , & qui n'est obligé de rendre compte de sa doctrine à personne ? Mais le pouvoir d'empêcher les innovations. Disons mieux ; le pouvoir d'empêcher qu'on ne s'oppose aux innovations.

C'est ici , Monsieur , le sophisme le plus subtil , & qui revient le plus souvent dans l'écrit que j'examine. Celui qui

a la puissance exécutive n'a jamais besoin d'innover par des actions d'éclat. Il n'a jamais besoin de constater cette innovation par des actes solennels. Il lui suffit, dans l'exercice continu de sa puissance de plier peu-à-peu chaque chose à sa volonté, & cela ne fait jamais une sensation bien forte.

Ceux, au contraire, qui ont l'œil assez attentif & l'esprit assez pénétrant pour remarquer ce progrès, & pour en prévoir la conséquence, n'ont, pour l'arrêter, qu'un de ces deux partis à prendre : ou de s'opposer d'abord à la première innovation, qui n'est jamais qu'une bagatelle, & alors on les traite de gens inquiets, brouillons, pointilleux, toujours prêts à chercher querelle, ou bien de s'élever enfin contre un abus qui se renforce, & alors on crie à l'innovation. Je défie que, quoique vos Magistrats entreprennent, vous puissiez en vous y opposant éviter à la fois ces deux reproches. Mais à choix, préférez le premier. Chaque fois que le Conseil altère quelque usage, il a son but que personne ne voit, & qu'il se garde bien de montrer. Dans le doute, arrêtez toujours toute nouveauté, petite ou grande. Si les Syndics étoient dans l'usage d'entrer au Conseil du pied droit, & qu'ils y voulussent entrer du pied gauche, je dis qu'il faudroit les en empêcher.

Nous avons ici la preuve bien sensible de la facilité de conclure le pour & le contre par la méthode que suit notre Auteur : car appliquez au droit de Représentation des Citoyens , ce qu'il applique au droit négatif des Conseils, & vous trouverez que la proposition générale convient encore mieux à votre application qu'à la sienne. *Le droit de Représentation, direz-vous, n'étant pas le droit de faire des Loix, mais d'empêcher que la puissance qui doit les administrer, ne les transgresse, & ne donnant pas le pouvoir d'innover, mais de s'opposer aux nouveautés, va directement au grand but que se propose une société politique; celui de se conserver en conservant sa constitution.* N'est-ce pas exactement là ce que les Représentants avoient à dire, & ne semble-t'il pas que l'Auteur ait raisonné pour eux ? Il ne faut point que les mots nous donnent le change sur les idées. Le prétendu droit négatif du Conseil est réellement un droit positif, & le plus positif même que l'on puisse imaginer, puisqu'il rend le petit Conseil seul maître direct & absolu de l'Etat & de toutes les Loix, & le droit de Représentation pris dans son vrai sens, n'est lui-même qu'un droit négatif. Il consiste uniquement à empêcher la puissance executive de rien exécuter contre les Loix.

Suivons les aveux de l'Auteur sur les propositions qu'il présente ; avec trois mots ajoutés , il aura posé le mieux du monde votre état présent.

Comme il n'y auroit point de liberté dans un Etat où le corps chargé de l'exécution des Loix , auroit droit de les faire parler à sa fantaisie , puisqu'il pourroit faire exécuter comme des Loix ses volontés les plus tyranniques.

Voilà , je pense , un tableau d'après nature ; vous allez voir un tableau de fantaisie mis en opposition.

Il n'y auroit point aussi de Gouvernement dans un Etat où le Peuple exerceroit sans règle la puissance Législative. D'accord ; mais qui est-ce qui a proposé que le peuple exerçât sans règle la puissance Législative.

Après avoir ainsi posé un autre droit négatif que celui dont il s'agit , l'Auteur s'inquiète beaucoup pour savoir où l'on doit placer ce droit négatif dont il ne s'agit point , & il établit là-dessus un principe qu'assurément je ne contesterai pas. C'est que , *si cette force négative peut sans inconvénient résider dans le Gouvernement , il sera de la nature & du bien de la chose qu'on l'y place.* Puis viennent les exemples que je ne m'attacherai pas à suivre ; parce qu'ils sont trop éloignés de nous , & de tout point étrangers à la question.

Celui

Celui seul de l'Angleterre qui est sous nos yeux, & qu'il cite avec raison comme un modèle de la juste balance des pouvoirs respectifs, mérite un moment d'examen, & je ne me permets ici qu'après lui la comparaison du petit au grand.

Malgré la puissance Royale qui est très-grande, la Nation n'a pas craint de donner encore au Roi la voix négative. Mais comme il ne peut se passer long-temps de la puissance législative, & qu'il n'y auroit pas de sûreté pour lui à l'irriter, cette force négative n'est dans le fait qu'un moyen d'arrêter les entreprises de la puissance législative, & le Prince, tranquille dans la possession du pouvoir étendu que la Constitution lui assure, sera intéressé à la protéger (b).

Sur ce raisonnement & sur l'application qu'on en veut faire, vous croiriez que le pouvoir exécutif du Roi d'Angleterre est plus grand que celui du Conseil à Genève, que le droit négatif qu'a ce Prince, est semblable à celui qu'usurpent vos Magistrats, que votre Gouvernement ne peut pas plus se passer que celui d'Angleterre de la puissance législative, & qu'enfin l'un & l'autre ont le même intérêt de protéger la constitution. Si l'Au-

(b) Page 117.

teur n'a pas voulu dire cela , qu'a-t'il donc voulu dire , & que fait cet exemple à son sujet ?

C'est pourtant tout le contraire à tous égards. Le Roi d'Angleterre , revêtu par les Loix d'une si grande puissance pour les protéger , n'en a point pour les enfreindre : personne en pareil cas ne lui voudroit obéir , chacun craindroit pour sa tête ; les Ministres eux-mêmes la peuvent perdre s'ils irritent le Parlement : on y examine sa propre conduite. Tout Anglois à l'abri des Loix peut braver la puissance Royale ; le dernier du peuple peut exiger & obtenir la réparation la plus authentique , s'il est le moins du monde offensé ; supposé que le Prince osât enfreindre la Loi dans la moindre chose , l'infraction seroit à l'instant relevée ; il est sans droit & seroit sans pouvoir pour la soutenir.

Chez vous la puissance du petit Conseil est absolue à tous égards ; il est le Ministre & le Prince , la Partie & le Juge tout à la fois : il ordonne & il exécute ; il cite, il saisit, il emprisonne, il juge, il punit lui-même : il a la force en main, pour tout faire ; tous ceux qu'il emploie , sont irrécherchables ; il ne rend compte de sa conduite ni de la leur à personne : il n'a rien à craindre du Législateur, auquel il a seul droit d'ouvrir

la bouche , & devant lequel il n'ira pas s'accuser. Il n'est jamais contraint de réparer ses injustices , & tout ce que peut espérer de plus heureux l'innocent qu'il opprime , c'est d'échapper enfin sain & sauf , mais sans satisfaction ni dédommagement.

Jugez de cette différence par les faits les plus récents. On imprime à Londres un Ouvrage violemment satyrique contre les Ministres , le Gouvernement , le Roi même. Les Imprimeurs sont arrêtés. La Loi n'autorise pas cet Arrêt , un murmure public s'élève , il faut les relâcher. L'affaire ne finit pas là : les Ouvriers prennent à leur tour le Magistrat à partie , & ils obtiennent d'immenses dommages & intérêts. Qu'on mette en parallèle avec cette affaire celle du Sieur Bardin Libraire à Genève , j'en parlerai ci-après. Autre cas ; il se fait un vol dans la Ville ; sans indice , & sur des soupçons en l'air un Citoyen est emprisonné contre les Loix ; sa maison est fouillée , on ne lui épargne aucun des affronts faits pour punir les malfaiteurs. Enfin son innocence est reconnue , il est relâché , il se plaint , on le laisse dire , & tout est fini.

Supposons qu'à Londres j'eusse eu le malheur de déplaire à la Cour , que sans justice & sans raison elle eut saisi le prétexte d'un de mes Livres pour le faire brû-

ler & me décréter. J'aurois présenté Requête au Parlement, comme ayant été jugé contre les Loix; je l'aurois prouvé; j'aurois obtenu la satisfaction la plus authentique, & le Juge eût été puni, peut-être cassé.

Transportons maintenant M. Wilkes à Genève, disant, écrivant, imprimant, publiant contre le petit Conseil le quart de ce qu'il a dit, écrit, imprimé, publié hautement à Londres contre le Gouvernement, la Cour, le Prince. Je n'affirmerai pas absolument qu'on l'eût fait mourir, quoique je le pense; mais sûrement il eût été saisi dans l'instant même, & dans peu très-grièvement puni (c).

On dira que M. Wilkes étoit membre du Corps législatif dans son pays; & moi, ne l'étois-je pas aussi dans le mien? Il est vrai que l'Auteur des Lettres veut qu'on n'ait aucun égard à la qualité de Citoyen. *Les regles, dit-il, de la procédure, sont & doivent être égales pour tous les hommes; elles ne dérivent pas du droit de la Cité; elles émanent du droit de l'humanité* (d)

(c) La Loi mettant M. Wilkes à couvert de ce côté, il a fallu pour l'inquiéter prendre un autre tour, & c'est encore la Religion qu'on a fait intervenir dans cette affaire.

(d) Page 54.

Heureusement pour vous le fait n'est pas vrai (e); & quant à la maxime, c'est

(e) Le droit de recours à la grace n'appartenoit; par l'Edit, qu'aux Citoyens & Bourgeois; mais par leurs bons offices ce droit & d'autres furent communiqués aux Natifs & Habitans, qui, ayant fait cause commune avec eux, avoient befoin des mêmes précautions pour leur sûreté; les étrangers en sont demeurés exclus. L'on sent aussi, que le choix de quatre parents ou amis, pour assister le prévenu dans un procès criminel, n'est pas fort utile à ces derniers; il ne l'est qu'à ceux que le Magistrat peut avoir intérêt de prendre, & à qui la Loi donne leur ennemi naturel pour Juge. Il est étonnant même qu'après tant d'exemples effrayants, les Citoyens & Bourgeois, n'aient pas pris plus de mesures pour la sûreté de leurs personnes, & que toute la matière criminelle reste, sans Edits & sans Loix, presque abandonnée à la discrétion du Conseil. Un service pour lequel seul les Genevois & tous les hommes justes doivent bénir à jamais les Médiateurs, est l'abolition de la question préparatoire. J'ai toujours sur les lèvres un rire amer, quand je vois tant de beaux livres, où les Européens s'admirent & se font compliment sur leur humanité, sortir des mêmes pays où l'on s'amuse à disloquer & baiser les membres des hommes, en attendant qu'on sache s'ils sont coupables ou non. Je définis la torture un

Juges suprêmes dans les matieres criminelles , & sur-tout dans celles qui ont rapport aux crimes d'Etat.

Voilà ; Monsieur , quel est le droit négatif du Roi d'Angleterre. Si vos Magistrats n'en réclament qu'un pareil , je vous conseille de ne leur pas contester. Mais je ne vois point quel besoin , dans votre situation présente , ils peuvent jamais avoir de la puissance législative , ni ce qui peut les contraindre à la convoquer pour agir réellement , dans quelque cas que ce puisse être ; puisque de nouvelles Loix ne sont jamais nécessaires à gens qui sont au-dessus des Loix ; qu'un Gouvernement qui subsiste avec ses finances & n'a point de guerre , n'a nul besoin de nouveaux impôt , & qu'en revêtant le Corps entier du pouvoir des chefs qu'on en tire , on rend le choix de ces chefs presque indifférent.

Je ne vois pas même eu quoi pourroit les contenir le Législateur , qui , quand il existe , n'existe qu'un instant , & ne peut jamais décider que l'unique point sur lesquels ils l'interrogent.

Il est vrai que le Roi d'Angleterre peut faire la guerre & la paix ; mais outre que cette puissance est plus apparente que réelle , du moins quant à la guerre , j'ai déjà fait voir ci-devant & dans le Contrat Social , que ce n'est pas de cela qu'il s'agit

s'agit pour vous , & qu'il faut renoncer aux droits honorifiques quand on veut jouir de la liberté. J'avoue encore que ce Prince peut donner & ôter les places au gré de ses vues , & corrompre en détail le Législateur. C'est précisément ce qui met tout l'avantage du côté du Conseil , à qui de pareils moyens sont peu nécessaires & qui vous enchaîne à moindre frais. La corruption est un abus de la liberté ; mais elle est une preuve que la liberté existe , & l'on n'a pas besoin de corrompre les gens que l'ontient en son pouvoir ; quant aux places ; sans parler de celles dont le Conseil dispose , ou par lui-même , ou par le Deux-Cent , il fait mieux pour les plus importantes ; il les remplit de ses propres membres , ce qui lui est plus avantageux encore ; car on est toujours plus sûr de ce qu'on fait par ses mains que de ce qu'on fait par celles d'autrui. L'histoire d'Angleterre est pleine de preuves de la résistance qu'ont faite les Officiers royaux à leurs Princes , quand ils ont voulu transgresser les Loix. Voyez si vous trouverez chez vous bien des traits d'une résistance pareille , faite au Conseil par les Officiers de l'Etat , même dans les cas les plus odieux ? Quiconque à Genève est aux gages de la République , cesse à l'instant même d'être Citoyen ; il n'est plus que l'esclave & le satellite des

vingt-cinq, prêt à fouler aux pieds la patrie & les Loix, si-tôt qu'ils l'ordonnent. Enfin, la Loi qui ne laisse en Angleterre aucune puissance au Roi pour mal faire, lui en donne une très-grande pour faire le bien; il ne paroît pas que ce soit de ce côté que le Conseil est jaloux d'étendre la sienne.

Les Rois d'Angleterre, assurés de leurs avantages, sont intéressés à protéger la constitution présente, parce qu'ils ont peu d'espoir de la changer. Vos Magistrats, au contraire, sûrs de se servir des formes de la vôtre pour en changer tout à fait le fond, sont intéressés à conserver ces formes comme l'instrument de leurs usurpations. Le dernier pas dangereux qui leur reste à faire, est celui qu'ils font aujourd'hui. Ce pas fait, ils pourront se dire encore plus intéressés que le Roi d'Angleterre, à conserver la constitution établie, mais par un motif bien différent. Voilà toute la parité que je trouve entre l'Etat politique de l'Angleterre & le vôtre. Je vous laisse à juger dans lequel est la liberté.

Après cette comparaison, l'Auteur, qui se plaît à vous présenter de grands exemples, vous offre celui de l'ancienne Rome. Il lui reproche avec dédain ses Tribuns brouillons & séditeux: Il déplore amèrement sous cette orageuse ad-

ministration, le triste sort de cette malheureuse Ville, qui pourtant n'étant rien encore à l'érection de cette Magistrature, eut sous elle cinq cents ans de gloire & de prospérités, & devint la capitale du monde. Elle finit enfin, parce qu'il faut que tout finisse; elle finit par les usurpations de ses Grands, de ses Consuls, de ses Généraux qui l'envahirent: elle périt par l'excès de sa puissance; mais elle ne l'avoit acquise que par la bonté de son Gouvernement. On peut dire en ce sens que ses Tribuns la détruisirent (h).

(h) Les Tribuns ne sortoient point de la ville; ils n'avoient aucune autorité hors de ses murs; aussi les Consuls, pour se soustraire à leur inspection, tenoient-ils quelquefois les Comices dans la campagne. Or les fers des Romains ne furent point forgés dans Rome, mais dans ses Armées, & ce fut par leurs conquêtes qu'ils perdirent leur liberté. Cette perte ne vint donc pas des Tribuns?

Il est vrai que César se servit d'eux comme Sylla s'étoit servi du Sénat; chacun prenoit les moyens qu'il jugeoit les plus prompts ou les plus sûrs pour parvenir: mais il falloit bien que quelqu'un parvint, & qu'importoit ou de Marius ou de Sylla, de César ou de Pompée, d'Octave ou d'Antoine, fût l'usurpateur? Quelque parti qui l'emportât, l'usurpation n'en étoit pas moins inévitable; il faisoit des chefs aux

Au reste je n'excuse pas les fautes du Peuple Romain , je les ai dites dans le Contrat Social ; je l'ai blâmé d'avoir usurpé la puissance exécutive qu'il devoit seulement contenir (i). J'ai montré sur quels principes le Tribunat devoit être institué , les bornes qu'on devoit lui donner & comment tout cela se pouvoit faire. Ces regles furent mal suivies à Rome ; elles auroient

Armées éloignées , & il étoit sûr qu'un de ces chefs deviendroit le maître de l'Etat : Le Tribunat ne faisoit pas à cela la moindre chose.

Au reste , cette même sortie que fait ici l'Auteur des Lettres écrites de la Campagne , sur les Tribuns du Peuple , avoit été déjà faite en 1715 , par M. de Chapeaurouge Conseiller d'Etat , dans un Mémoire contre l'Office de Procureur général. M. Louis Lefort , qui remplissoit alors cette charge avec éclat , lui fit voir dans une très-belle lettre en réponse à ce Mémoire , que le crédit & l'autorité des Tribuns avoient été le salut des la République , & que sa destruction n'étoit point venue d'eux ; mais des Consuls. Sûrement le Procureur général Lefort ne prévoyoit guere par qui seroit renouvelé de nos jours le sentiment qu'il réfutoit si bien.

(i) Voyez le Contrat Social , Livre IV. Chap. V. Je crois qu'on trouvera dans ce Chapitre qui est fort court , quelques bonnes maximes sur cette matiere.

pu l'être mieux. Toutefois voyez ce que fit le Tribunal avec ses abus , que n'eût-il point fait dirigé ? Je vois peu ce que veut ici l'Auteur des Lettres : pour conclure contre lui-même , j'aurois pris le même exemple qu'il a choisi.

Mais n'allons pas chercher si loin ces illustres exemples, si fastueux par eux-mêmes & si trompeurs par leur application. Ne laissez point forger vos chaînes par l'amour-propre. Trop petits pour vous comparer à rien, restez en vous-mêmes, & ne vous aveuglez point sur votre position. Les anciens peuples ne sont plus un modèle pour les modernes ; ils leur sont trop étrangers à tous égards. Vous surtout, Genevois, gardez votre place & n'allez point aux objets élevés qu'on vous présente, pour vous cacher l'abîme qu'on creuse au-devant de vous. Vous n'êtes ni Romains ni Spartiates ; vous n'êtes pas même Athéniens. Laissez-là ces grands noms qui ne vous vont point : Vous êtes des Marchands, des Artisans, des Bourgeois toujours occupés de leurs intérêts, privés de leur travail, de leur trafic, de leur gain : des gens pour qui la liberté même n'est qu'un moyen d'acquiescer sans obstacle & de posséder en sûreté.

Cette situation demande pour vous des maximes particulières. N'étant pas oisifs comme étoient les anciens peuples, vous

ne pouvez comme eux vous occuper sans cesse du Gouvernement : mais par cela même que vous pouvez moins y veiller de suite , il doit être institué de manière qu'il vous soit plus aisé d'en voir les manœuvres & de pourvoir aux abus. Tout soin public que votre intérêt exige , doit vous être rendu d'autant plus facile à remplir que c'est un soin qui vous coûte & que vous ne prenez pas volontiers. Car vouloir vous en décharger tout-à-fait , c'est vouloir cesser d'être libres : Il faut opter , dit le Philosophe bien-faisant , & ceux qui ne peuvent supporter le travail , n'ont qu'à chercher le repos dans la servitude.

Un peuple inquiet, désœuvré, remuant, & faute d'affaires particulières , toujours prêt à se mêler des affaires de l'Etat , a besoin d'être contenu , je le fais ; mais encore un coup la Bourgeoisie de Genève est-elle ce peuple-là ? Rien n'y ressemble moins ; elle est l'antipode. Vos citoyens tout absorbés dans leurs occupations domestiques & toujours froids sur le reste, ne songent à l'intérêt public que quand le leur propre est attaqué. Trop peu soigneux d'éclairer la conduite de leurs chefs , ils ne voient les fers qu'on leur prépare , que quand ils en sentent le poids. Toujours distraits , toujours trompés , toujours fixés sur d'autres objets , ils se laissent donner le change sur le plus important de tous ,

& vont toujours cherchant le remède , faute d'avoir su prévenir le mal. A force de comparer leurs démarches , ils ne les font jamais qu'après coup. Leurs lenteurs les auroient déjà perdus cent fois , si l'impatience du Magistrat ne les eût sauvés , & si , pressé d'exercer ce pouvoir suprême auquel il aspire , il ne les eût lui-même avertis du danger.

Suivez l'historique de votre Gouvernement , vous verrez toujours le Conseil , ardent dans ses entreprises , les manquer le plus souvent par trop d'empressement à les accomplir , & vous verrez toujours la Bourgeoisie revenir enfin sur ce qu'elle a laissé faire sans y mettre opposition.

En 1570 l'Etat étoit obéré de dettes & affligé de plusieurs fléaux : comme il étoit mal aisé dans la circonstance d'assembler souvent le Conseil général , on y propose d'autoriser les Conseils de pourvoir aux besoins présents : la proposition passe. Ils partent de-là pour s'arroger le droit perpétuel d'établir des impôts , & pendant plus d'un siècle on les laisse faire sans la moindre opposition.

En 1714 , on fait par des vues secrètes (k) l'entreprise immense & ridicule des fortifications , sans daigner consulter le

(k) Il en a été parlé ci-devant.

Conseil général & contre la teneur des Edits. En conséquence de ce beau projet on établit pour dix ans des impôts sur lesquels on ne le consulte pas d'avantage. Il s'éleve quelques plaintes , on les dédaigne , & tout se taît.

En 1725 le terme des impôts expire ; il s'agit de les prolonger. C'étoit pour la Bourgeoisie le moment tardif mais nécessaire de révéndiquer son drois négligé si long-temps. Mais la peste de Marseille & la Banque royale ayant dérangé le commerce , chacun occupé des dangers de sa fortune , oublie ceux de sa liberté. Le Conseil qui n'oublie pas ses vues , renouvelle en Deux-Cent les impôts , sans qu'il soit question du Conseil général.

A l'expiration du second terme les Citoyens se reveillent , & après cent soixante ans d'indolence , ils réclament enfin tout de bon leur droit. Alors un lieu de céder ou temporiser , on trame une conspiration (1). Le complot se découvre ; les Bour-

(1) Il s'agissoit de former , par une enceinte barricadée , une espece de Citadelle autour de l'élevation sur laquelle est l'Hôtel de Ville , pour asservir de-là tout le Peuple. Les bois déjà préparés pour cette enceinte , un plan de disposition pour la garnir , les ordres donnés en conséquence aux Capitaines de la garnison , des transports de munitions & d'armes de l'arsenal

geois sont forcés de prendre les armes ; & par cette violente entreprise le Conseil perd en un moment un siècle d'usurpation.

A peine tout semble pacifié , que , ne pouvant endurer cette espèce de défaite , on forme un nouveau complot. Il faut de rechef recourir aux armes ; les Puissances voisines interviennent & les droits mutuels sont enfin réglés.

En 1650 , les Conseils inférieurs introduisent dans leurs corps une manière de recueillir les suffrages , meilleure que celle qui est établie , mais qui n'est pas confor-

à l'Hôtel de Ville , le tamponnement de vingt-deux pièces de canon dans un boulevard éloigné le transmarchement clandestin de plusieurs autres ; en un mot tous les apprêts de la plus violente entreprise faits sans l'aveu des Conseils par le Syndic de la garde & d'autres Magistrats , ne purent suffire , quand tout cela fut découvert : pour obtenir qu'on fit le procès aux coupables , ni même qu'on improuvât nettement leur projet. Cependant la Bourgeoisie , alors maîtresse de la Place , les laissa paisiblement sortir sans troubler leur retraite , sans leur faire la moindre insulte , sans entrer dans leurs maisons , sans inquiéter leurs familles , sans toucher à rien qui leur appartint. En tout autre pays le peuple eût commencé par massacrer ces conspirateurs , & mettre leurs maisons au pillage.

me aux Edits. On continue en Conseil général de suivre l'ancienne où se glisse bien des abus, & cela dure cinquante ans & d'avantage, avant que les Citoyens songent à se plaindre de la contravention ou à demander l'introduction d'un pareil usage dans le Conseil dont ils sont membres. Ils la demandent enfin, & ce qu'il y a d'incroyable est qu'on leur oppose tranquillement ce même Edit qu'on viole depuis un demi-siècle.

En 1707, un Citoyen est jugé clandestinement contre les Loix, condamné, arquebuse dans la prison; un autre est pendu sur la déposition d'un seul faux-témoin connu pour tel; un autre est trouvé mort. Tout cela passe, & il n'en est plus parlé qu'en 1734, que quelqu'un s'avise de demander au Magistrat des nouvelles du Citoyen arquebuse trente ans auparavant.

En 1736 on érige des Tribunaux criminels sans Syndics. Au milieu des troubles qui régnoient alors, les Citoyens, occupés de tant d'autres affaires, ne peuvent songer à tout. En 1758, on répète la même manœuvre, celui qu'elle regarde veut se plaindre; on le fait taire, & tout se tait. En 1762, on la renouvelle encore (*m*): les Citoyens se plaignent

(*m*) Et à quelle occasion! Voilà une inquisition

enfin l'année suivante. Le Conseil répond ; vous venez trop tard ; l'usage est établi.

En Juin 1762 , un Citoyen que le Conseil avoit pris en haine est flétri dans ses Livres , & personnellement décrété contre l'Edit le plus formel. Ses parents étonnés

d'état à faire frémir. Est-il concevable que dans un pays libre on punisse criminellement un Citoyen , pour avoir , dans une lettre à un autre Citoyen , non imprimée raisonnée en termes décents & mesurés , sur la conduite du Magistrat envers un troisieme Citoyen ! Trouvez-vous des exemples de violences pareilles dans les Gouvernements les plus absolus ? A la retraite de M. de Silhouette je lui écrivis une lettre qui courut Paris. Cette Lettre étoit d'une hardiesse que je ne trouve pas moi-même exempt de blâme ; c'est peut-être la seule chose reprehensible que j'aie écrite en ma vie. Cependant m'a-t-on dit le moindre mot à ce sujet ? On n'y a pas même songé. En France on punit les libelles ; on fait très-bien ; mais on laisse aux particuliers une liberté honnête de raisonner entre eux sur les affaires publiques ; & il est inoui qu'on ait cherché querelle à quelqu'un pour avoir , dans des lettres restées manuscrites , dit son avis , sans satyre & sans invective , sur ce qui se fait dans les Tribunaux. Après avoir tant aimé le Gouvernement républicain , faudra-t-il changer de sentiment dans ma vieillesse , & trouver enfin qu'il y a plus de véritable liberté dans les Monarchies que dans nos Républiques ?

demandent par requête communication du décret ; elle leur est refusée , & tout se taît. Au bout d'un an d'attente le Citoyen flétri voyant que nul ne proteste renonce à son droit de Cité. La Bourgeoisie ouvre enfin les yeux & réclame contre la violation de la Loi : il n'étoit plus temps.

Un fait plus mémorable par son espèce , quoiqu'il ne s'agisse que d'une bagatelle , est celui du Sieur Bardin. Un Libraire commet à son correspondant des exemplaires d'un Livre nouveau ; avant que les exemplaires arrivent le Livre est défendu. Le Libraire va déclarer au Magistrat sa commission , & demander ce qu'il doit faire. On lui ordonne d'avertir quand les exemplaires arriveront ; ils arrivent , il les déclare , on les saisit ; il attend qu'on les lui rende ou qu'on les lui paye ; on ne fait ni l'un ni l'autre : il les redemande , on les garde. Il présente requête pour qu'ils soient renvoyés , rendus , au payés : On refuse tout. Il perd ses Livres , & ce sont des hommes publics chargés de punir le vol , qui les ont gardés.

Qu'on pese bien toutes les circonstances de ce fait , & je doute qu'on trouve aucun autre exemple semblable dans aucun Parlement , dans aucun Sénat , dans aucun Conseil , dans aucun Divan , dans quelque Tribunal que ce Puisse être. Si

l'on vouloit attaquer le droit de propriété sans raison , sans prétexte & jusques dans sa racine , il seroit impossible de s'y prendre plus ouvertement. Cependant l'affaire passe , tout le monde se tait , & sans des griefs plus graves il n'eut jamais été question de celui-là. Combien d'autres sont restés dans l'obscurité faute d'occasions pour les mettre en évidence ?

Si l'exemple précédent est peu important , en lui-même , en voici un d'un genre bien différent. Encore un peu d'attention , Monsieur , pour cette affaire , & je supprime toutes celles que je pourrois ajouter.

Le 20 Novembre 1763 , au Conseil général assemblé pour l'Élection du Lieutenant & du Trésorier , les Citoyens remarquent une différence entre l'Edit imprimé qu'ils ont & l'Edit manuscrit dont un Secrétaire d'Etat fait lecture , en ce que l'Élection du Trésorier doit par le premier se faire avec celle des Syndics , & par le second avec celle du Lieutenant. Ils remarquent , de plus , que l'Élection du Trésorier qui selon l'Edit doit se faire tous les trois ans , ne se fait que tous les six ans selon l'usage , & qu'au bout des trois ans on se contente de proposer la confirmation de celui qui est en place.

Ces différences du texte de la Loi en-

tre le Manuscrit du Conseil & l'Edit imprimé, qu'on n'avoit point encore observées, en font remarquer d'autres qui donnent de l'inquiétude sur le reste. Malgré l'expérience qui apprend aux Citoyens l'inutilité de leurs Représentations les mieux fondées, ils en font à ce sujet de nouvelles, demandant que le texte original des Edits soit déposé en Chancellerie ou dans tel autre lieu public au choix du Conseil, où l'on puisse comparer ce texte avec l'imprimé.

Or, vous vous rappellerez, Monsieur, que par l'Article XLII. de l'Edit de 1738, il est dit qu'on fera imprimer *au plutôt* un Code général des Loix de l'Etat, qui contiendra tous les Edits des Réglements. Il n'a pas encore été question de ce Code au bout de vingt-six ans, & les Citoyens ont gardé le silence (n).

(n) De quelle excuse, de quel prétexte peut-on couvrir l'inobservation d'un Article aussi exprès & aussi important? Cela ne se conçoit pas. Quand par hazard on en parle à quelques Magistrats en conversation, ils répondent froidement. *Chaque Edit particulier est imprimé, rassemblez-les.* Comme si l'on étoit sûr que tout fût imprimé, & comme si le recueil de ces chiffons formoit un corps de Loix complet, un code général revêtu de l'authenticité requise & tel que l'annonce l'Article XLII! Est-ce ainsi

Vous vous rappellerez encore que , dans un Mémoire imprimé en 1745 , un membre proscrit des Deux-Cents jetta de violents soupçons sur la fidélité des Edits imprimés en 1713 , & réimprimés en 1735 , deux époques également suspectes. Il dit avoir collationné sur des Edits manuscrits ces imprimés , dans lesquels il affirmé avoir trouvé quantité d'erreurs dont il a fait note , & il rapporte les propres termes d'un Edit de 1556 , omis tout entier dans l'imprimé. A des imputations si graves le Conseil n'a rien répondu , & les Citoyens ont gardé le silence.

Accordons , si l'on veut , que la dignité du Conseil ne lui permettoit pas de répondre alors aux imputation d'un proscrit. Cette même dignité ; l'honneur compromis , la fidélité suspectée exigeoient maintenant une vérification que tant d'indices rendoient nécessaire , & que ceux qui la demandoient avoient droit d'obtenir.

Point du tout. Le petit Conseil justifie le changement fait à l'Edit par un ancien usage auquel le Conseil général ne s'étant pas opposé dans son origine ;

que ces Messieurs remplissent un engagement aussi formel ? Quelles conséquences sinistres ne pourroit-on pas tirer de pareilles omissions ?

n'a plus droit de s'opposer aujourd'hui.

Il donne pour raison de la différence qui est entre le Manuscrit du Conseil & l'imprimé, que ce Manuscrit est un recueil des Edits avec les changements pratiqués, & consentis par le silence du Conseil général; au lieu que l'imprimé n'est que le recueil des mêmes Edits, tels qu'ils ont passé en Conseil général.

Il justifie la confirmation du Trésorier contre l'Edit, qui veut que l'on en élise un autre, encore par un ancien usage. Les Citoyens n'apperçoivent pas une contravention aux Edits qu'il autorise par des contraventions antérieures: ils ne font pas une plainte qu'il ne rebute, en leur reprochant de ne s'être pas plaints plutôt.

Et quant à la communication du texte original des Loix, elle est nettement refusée (o); soit *comme étant contraires aux*

(o) Ces refus si durs & si sûrs à toutes les Représentations les plus raisonnables & les plus justes paroissent peu naturels. Est-il concevable que le Conseil de Genève, composé dans sa majeure partie d'hommes éclairés & judicieux, n'ait pas senti le scandale odieux & même effrayant, de refuser à des hommes libres, à des membres du Législateur, la communication du texte authentique des Loix, & de
réglés;

regles ; soit parce que les Citoyens & Bourgeois ne doivent connoître d'autre texte des Loix que le texte imprimé , quoique le petit Conseil en suive un autre & le fasse suivre en Conseil général (p).

Il est donc contre les regles que celui qui a passé un acte ait communication de l'original de cet acte , lorsque les variantes dans les copies les lui font soupçonner de falsification ou d'incorrection , & il

fomentent ainsi , comme à plaisir , des soupçons produits par l'air de mystere & de ténèbres , dont il s'environne sans cesse à leurs yeux ? Pour moi , je penche à croire que ces refus lui coûtent , mais qu'il s'est prescrit pour regle de faire tomber l'usage des Représentations , par des réponses constamment négatives. En effet , est-il à présumer que les hommes les plus patients ne se rebutent pas de demander pour ne rien obtenir ? Ajoutez la proposition déjà faite en Deux-Cent , d'informer contre les Auteurs des dernières Représentations , pour avoir usé d'un droit que la Loi leur donne. Qui voudra désormais s'exposer à des poursuites pour des démarches qu'on fait d'avance être sans succès ? Si c'est là le plan que s'est fait le petit Conseil , il faut avouer qu'il le suit très-bien.

(p) Extrait des Registres du Conseil , du 7 Décembre 1763 , en réponse aux Représentations verbales , faites le 21 Novembre , par six Citoyens ou Bourgeois.

est dans la règle qu'on ait deux différens textes des mêmes Loix , l'un pour les particuliers & l'autre pour le Gouvernement ! Oürez-vous jamais rien de semblable ? Et toutefois sur toutes ces découvertes tardives , sur tous ces refus révoltans , les Citoyens , éconduits dans leurs demandes les plus légitimes , se taisent , attendent , & demeurent en repos.

Voilà , Monsieur , des faits notoires dans votre Ville , & tous plus connus de vous que de moi ; j'en pourrois ajouter cent autres , sans compter ceux qui me sont échappés. Ceux-ci suffiront pour juger si la Bourgeoisie de Genève , est ou fut jamais , je ne dis pas remuante & séditieuse , mais vigilante , attentive , facile à s'émeouvoir pour défendre ses droits les mieux établis & le plus ouvertement attaqués ?

On nous dit qu'une Nation vive , ingénieuse & très-occupée de ses droits politiques auroit un extrême besoin de donner à son Gouvernement une force négative (*q*). En expliquant cette force négative on peut convenir du principe ; mais est-ce à vous qu'on en veut faire l'application ? A-t-on donc oublié qu'on vous donne ailleurs plus de sang-froid qu'aux autres Peuples (*r*) ? Et comment peut-on dire que

(*q*) Page 170.

(*r*) Page 154.

celui de Genève s'occupe beaucoup de ses droits politiques , quand on voit qu'il ne s'en occupe jamais que tard , avec répugnance , & seulement quand le péril le plus pressent l'y contraint ? De sorte qu'en n'attaquant pas si brusquement les droits de la Bourgeoisie , il ne tient qu'au Conseil qu'elle ne s'en occupe jamais.

Mettons un moment en parallele les deux partis pour juger duquel l'activité est le plus à craindre , & où doit être placé le droit négatif pour modérer cette activité.

D'un côté je vois un peuple très-peu nombreux , paisible & froid , composé d'hommes laborieux , amateurs du gain , soumis pour leur propre intérêt aux Loix & à leurs Ministres , tout occupés de leur négoce ou de leurs métiers , tous , égaux par leurs droits & peu distingués par la fortune ; n'ont entr'eux ni chefs ni clients ; tous , tenus par leur commerce , par leur état , par leurs biens dans une grande dépendance du Magistrat , ont à le ménager ; tous craignent de lui déplaire ; s'ils veulent se mêler des affaires publiques c'est toujours au préjudice des leurs. Distracts d'un côté par des objets plus intéressants pour leurs familles ; de l'autre , arrêtés par des considérations de prudence , par l'expérience de tous les temps , qui leur apprend combien dans

un aussi petit Etat que le vôtre , où tout particulier est incessamment sous les yeux du Conseil , il est dangereux de l'offenser , ils sont portés par les raisons les plus fortes à tout sacrifier à la paix ; car c'est par elle seule qu'ils peuvent prospérer ; & dans cet état de choses chacun trompé par son intérêt privé , aime encore mieux être protégé que libre , & fait sa cour pour faire son bien.

De l'autre côté je vois dans une petite Ville , dont les affaires sont au fond très-peu de chose , un corps de Magistrats indépendant & perpétuel , presque oisif par état , faire sa principale occupation d'un intérêt très-grand , & très-naturel pour ceux qui commandent , c'est d'accroître incessamment son empire ; car l'ambition comme l'avarice se nourrit de ses avantages , & plus on étend sa puissance , plus on est dévoré du désir de tout pouvoir. Sans cesse attentif à marquer des distances trop peu sensibles dans les égaux de naissance , il ne voit en eux que ses inférieurs , & brûle d'y voir ses sujets. Armé de toute la force publique , dépositaire de toute l'autorité , interprète & dispensateur des Loix qui le gênent , il s'en fait une arme offensive & défensive , qui le rend redoutable , respectable , sacré pour tous ceux qu'il veut outrager. C'est au nom même de la Loi qu'il peut

la transgresser impunément. Il peut attaquer la constitution en feignant de la défendre, il peut punir comme un rebelle quiconque ose la défendre en effet. Toutes les entreprises de ce corps lui deviennent faciles; il ne laisse à personne le droit de les arrêter ni d'en connoître: il peut agir, différer, suspendre; il peut séduire, effrayer, punir ceux qui lui résistent, & s'il daigne employer pour cela des prétextes, c'est plus par bienséance que par nécessité. Il a donc la volonté d'étendre sa puissance, & le moyen de parvenir à tout ce qu'il veut. Tel est l'état relatif du petit Conseil & de la Bourgeoisie de Genève. Lequel de ces deux corps doit avoir le pouvoir négatif pour arrêter les entreprises de l'autre? L'Auteur des Lettres assure que c'est le premier.

Dans la plûpart des Etats les troubles internes viennent d'une populace abrutiée & stupide, échauffée d'abord par d'insupportables vexations, puis ameutée en secret par des brouillons adroits, revêtus de quelque autorité qu'ils veulent étendre. Mais est-il rien de plus faux qu'une pareille idée appliquée à la Bourgeoisie de Genève, à sa patrie au moins qui fait face à la puissance pour le maintien des Loix? Dans tous les temps cette partie a toujours été l'ordre moyen entre les ri-

ches & les pauvres , entre les chefs de l'Etat & la populace. Cet ordre , composé d'hommes à peu-près égaux en fortune , en état , en lumieres , n'est ni assez élevé pour avoir des prétentions , ni assez bas pour n'avoir rien à perdre. Leur grand intérêt , leur intérêt commun est que les Loix soient observées , les Magistrats respectés , que la constitution se soutienne , & que l'Etat soit tranquille. Personne dans cet ordre ne jouit à nul égard d'une telle supériorité sur les autres qu'il puisse les mettre en jeu pour son intérêt particulier. C'est la plus saine partie de la République , la seule qu'on soit assuré ne pouvoir dans sa conduite se proposer d'autre objet que le bien de tous. Aussi voit-on toujours dans leurs démarches communes une décence , une modestie , une fermeté respectueuse , une certaine gravité d'hommes qui se sentent dans leur droit , & qui se tiennent dans leur devoir. Voyez , au contraire , de quoi l'autre parti s'étaye ; de gens qui nagent dans l'opulence , & du peuple le plus abject. Est-ce dans ces deux extrêmes , l'un fait pour acheter , l'autre pour se vendre , qu'on doit chercher l'amour de la Justice & des Loix ? C'est par eux toujours que l'Etat dégénère : Le riche tient la Loi dans sa bourse , & le pauvre aime mieux du pain que la liberté. Il suf-

fit de comparer ces deux parvis pour juger lequel doit porter aux Loix la première atteinte ; & cherchez en effet dans votre histoire si tous les complots ne sont pas toujours venus du côté de la Magistrature , & si jamais les Citoyens ont eu recours à la force que lorsqu'il l'a fallu pour s'en garantir ?

On raille , sans doute , quand , sur les conséquences du droit que réclament vos Concitoyens , on vous représente l'Etat en proie à la brigade , à la séduction , au premier venu. Ce droit négatif que veut avoir le Conseil , fut inconnu jusqu'ici ; quels maux en est-il arrivé ? Il en fut arrivé d'affreux s'il eût voulu s'y tenir quand la Bourgeoisie a fait valoir le sien. Rétorquez l'argument qu'on tire de deux cents ans de prospérité ; que peut-on répondre ? Ce Gouvernement , direz-vous , établi par le temps , soutenu par tant de titres , autorisé par un si long usage , consacré par ses succès , & où le droit négatif des Conseils fut ioujours ignoré , ne vaut-il pas bien cet autre Gouvernement arbitraire , dont nous ne connoissons encore ni les propriétés , ni ses rapports avec notre bonheur , & où la raison ne peut nous montrer que le comble de notre misère ?

Supposer tous les abus dans le parti qu'on attaque & n'en supposer aucun.

dans le sien, est un sophisme bien grossier & bien ordinaire, dont tout homme sensé doit se garantir. Il faut supposer des abus de part & d'autre, parce qu'il s'en glisse par-tout; mais ce n'est pas à dire qu'il y ait égalité dans leurs conséquences. Tout abus est un mal, souvent inévitable, pour lequel on ne doit pas proscrire ce qui est bon en soi. Mais comparez, & vous trouverez d'un côté des maux sûrs, des maux terribles sans borne & sans fin; de l'autre abus même difficile, qui, s'il est grand, sera passager, & tel, que quand il a lieu il porte toujours avec lui son remède. Car encore une fois il n'y a de liberté possible que dans l'observation des Loix ou de la volonté générale, & il n'est pas plus dans la volonté générale de nuire à tous, que dans la volonté particulière de nuire à soi-même. Mais supposons cet abus de la liberté aussi naturel que l'abus de la puissance. Il y aura toujours cette différence entre l'un & l'autre, que l'abus de la liberté tourne au préjudice du peuple qui en abuse, & le punissant de son propre tort le force à en chercher le remède; ainsi de ce côté le mal n'est jamais qu'une crise, il ne peut faire un état permanent. Au lieu que l'abus de la puissance ne tournant point au préjudice du puissant mais du foible, est par sa nature sans mesure, sans frein, sans limites;

limites : Il ne finit que par la destruction de celui qui seul en ressent le mal. Disons-donc qu'il faut que le Gouvernement appartienne au petit nombre, l'inspection sur le Gouvernement à la généralité, & que si de part ou d'autre l'abus est inévitable, il vaut encore mieux qu'un peuple soit malheureux par sa faute qu'opprimé sous la main d'autrui.

Le premier & le plus grand intérêt public est toujours la justice. Tous veulent que les conditions soient égales pour tous, & la justice n'est que cette égalité. Le Citoyen ne veut que les Loix & que l'observation des Loix. Chaque particulier dans le peuple fait bien que s'il y a des exceptions, elles ne seront pas en sa faveur. Ainsi tous craignent les exceptions, & qui craint les exceptions aime la Loi. Chez les Chefs c'est toute autre chose : leur état même est un état de préférence, & ils cherchent des préférences par tout (s).

(s) La justice dans le peuple est une vertu d'état ; la violence & la Tyrannie est de même dans les Chefs un vice d'état. Si nous étions à leurs places nous autres particuliers, nous deviendrions comme eux violents, usurpateurs iniques. Quand des Magistrats viennent donc nous prêcher leur intégrité, leur modération, leur justice, ils nous trompent, s'ils veulent obtenir ainsi la confiance que nous ne leur devons pas : non qu'ils ne puissent avoir person-

S'ils veulent des Loix , ce n'est pas pour leur obéir , c'est pour en être les arbitres. Ils veulent des Loix pour se mettre à leur place & pour se faire craindre en leur nom. Tout les favorise dans ce projet. Ils se servent des droits qu'ils ont pour usurper sans risque ceux qu'ils n'ont pas. Comme ils parlent toujours au nom de la Loi, même en la violant, quiconque ose la défendre contr'eux est un séditieux, un rebelle, il doit périr; & pour eux, toujours sûrs de l'impunité dans leurs entreprises, le pis qui leur arrive est de ne pas réussir. S'ils ont besoin d'appuis, par-tout ils en trouvent. C'est une ligue naturelle que celle des forts, & ce qui fait la foiblesse des foibles est de ne pouvoir se liguier ainsi. Tel est le destin du peuple, d'avoir toujours au-dedans & au-dehors ses parties pour juges. Heureux! quand il en peut trouver d'assez équitables pour le protéger contre leur propres maximes, contre ce sentiment si gravé dans le cœur humain d'aimer & favoriser les intérêts semblables aux nôtres. Vous avez eu cet avantage une fois, & ce fut contre toute attente. Quand la Médiation fut acceptée, on vous crut écrasés; mais vous eûtes des défenseurs éclairés & fer-

nellement ces vertus dont ils se vantent; mais alors ils font une exception; & ce n'est pas aux exceptions que la Loi doit avoir égard.

mes , des médiateurs intègres & généreux; la justice & la vérité triomphent. Puiffiez-vous être heureux deux fois ! vous aurez joui d'un bonheur bien rare & dont vos oppresseurs ne paroissent guere allarmés.

Après vous avoir étalé tous les maux imaginaires d'un droit aussi ancien que votre Constitution , & qui jamais n'a produit aucun mal , on pallie , on nie ceux du droit nouveau qu'on usurpe & qui se font sentir dès aujourd'hui. Forcé d'avouer que le Gouvernement peut abuser du droit négatif jusqu'à la plus intolérable tyrannie , on affirme que ce qui arrive n'arrivera pas , & l'on change en possibilité sans vraisemblance ce qui se passe aujourd'hui sous vos yeux. Personne , osé-t'on dire , ne dira que le Gouvernement ne soit équitable & doux. Et remarquez que cela se dit en réponse à des Représentations où l'on se plaint des injustices & des violences du Gouvernement. C'est-là vraiment ce qu'on peut appeller du beau style : c'est l'éloquence de Periclès , qui renversé par Thucydide à la lutte , prouvoit aux spectateurs que c'étoit lui qui l'avoit terrassé.

Ainsi donc en s'emparant du bien d'autrui sans prétexte , en emprisonnant sans raison les innocents ; en flétrissant un Citoyen sans l'ouïr , en jugeant illégalement un autre ; en protégeant les Livres obscènes , en brûlant ceux qui respirent la vertu , en persécutant leurs Auteurs, en

cachant le vrai texte des Loix , en refusant les satisfactions les plus justes , en exerçant le plus dur despotisme , en détruisant la liberté qu'ils devoient défendre , en opprimant la Patrie dont ils devoient être les peres ; ces Messieurs se font compliment à eux-mêmes sur la grande équité de leurs jugements ; ils s'extasient sur la douceur de leur administration , ils affirment avec confiance que tout le monde est de leur avis sur ce point. Je doute fort toutefois que cet avis soit le vôtre , & je suis sûr au moins qu'il n'est pas celui des Représentants.

Que l'intérêt particulier ne me rende point injuste : c'est de tous nos penchans celui contre lequel je me tiens le plus en garde , & auquel j'espère avoir le mieux résisté. Votre Magistrat est équitable dans les choses inaisées , je le crois porté même à l'être toujours ; ses places sont peu lucratives ; il rend la justice & ne la vend point ; il est personnellement intégrè , désintéressé ; & je fais que dans ce Conseil si despotique , il regne encore de la droiture & des vertus. En vous montrant les conséquences du droit négatif , je vous ai moins dit ce qu'ils feront , devenus Souverains , que ce qu'ils continueront à faire pour l'être. Une fois reconnus tels , leur intérêt sera d'être toujours justes , & il l'est dès aujourd'hui d'être justes le plus souvent : mais malheur à quicon-

que osera recourir aux Loix encore , & réclamer la liberté ! c'est contre ces infortunés que tout devient permis , légitime. L'équité , la vertu , l'intérêt même , ne tiennent point devant l'amour de la domination , & celui qui sera juste étant le maître , n'épargne aucune injustice pour le devenir.

Le vrai chemin de la tyrannie n'est point d'attaquer directement le bien public ; ce seroit réveiller tout le monde pour le défendre ; mais c'est d'attaquer successivement tous ses défenseurs , & d'effrayer quiconque oseroit encore aspirer à l'être. Persuadez à tous que l'intérêt public n'est celui de personne , & par cela seul la servitude est établie ; car quand chacun sera sous joug , où sera la liberté commune ? Si quiconque ose parler est écrasé dans l'instant même , où seront ceux qui voudront l'imiter ? & quel sera l'organe de la généralité , quand chaque individu gardera le silence ? Le Gouvernement sévira donc contre les zélés & sera juste avec les autres ; jusqu'à ce qu'il puisse être injuste avec tous impunément. Alors sa justice ne sera plus qu'une économie pour ne pas dissiper sans raison son propre bien.

Il y a donc un sens dans lequel le Conseil est juste , & doit l'être par intérêt ; mais il y en a un dans lequel il est du système qu'il s'est fait , d'être souverainement injuste , & mille exemples ont dû vous apprendre combien la protection des Loix

est insuffisante contre la haine du Magistrat. Que sera-ce , lorsque devenu seul maître absolu par son droit négatif , il ne fera plus gêné par rien dans sa conduite , & ne trouvera plus d'obstacle à ses passions ? Dans un si petit Etat , où nul ne peut se cacher dans la foule , qui ne vivra pas alors dans d'éternelles frayeurs , & ne sentira pas à chaque instant de sa vie le malheur d'avoir ses égaux pour maîtres ? Dans les grands Etats , les particuliers sont trop loin du Prince & des chefs pour en être vus , leur petitesse les sauve , & pourvu que le peuple paye on le laisse en paix. Mais vous ne pourrez faire un pas sans sentir le poids de vos fers. Les parents , les amis , les protégés , les espions de vos maîtres , seront plus vos maîtres qu'eux , vous n'oserez ni défendre vos droits , ni réclamer votre bien , crainte de vous faire des ennemis ; les recoins les plus obscurs ne pourront vous dérober à la Tyrannie , il faudra nécessairement en être satellite ou victime : Vous sentirez à la fois l'esclavage politique & le civil , à peine oserez-vous respirer en liberté. Voilà , Monsieur , où doit naturellement vous mener l'usage du droit négatif , tel que le Conseil se l'arroge. Je crois qu'il n'en voudra pas faire un usage aussi funeste , mais il le pourra certainement , & la seule certitude qu'il peut impunément être in-

juste, vous fera sentir les mêmes maux, que s'il l'étoit en estet.

Je vous ai montré, Monsieur, l'état de votre constitution tel qu'il se présente à mes yeux. Il résulte de cet exposé, que cette constitution prise dans son ensemble, est bonne & saine, & qu'en donnant à la liberté ses véritables bornes, elle lui donne en même temps toute la solidité qu'elle doit avoir. Car le Gouvernement ayant un droit négatif contre les innovations du Législateur, & le Peuple un droit négatif contre les usurpations du Conseil, les Loix seules régissent & régissent sur tous; le premier de l'Etat ne leur est pas moins soumis que le dernier, aucun ne peut les enfreindre, nul intérêt particulier ne peut les changer, & la constitution demeure inébranlable.

Mais si au contraire, les Ministres des Loix en deviennent les seuls arbitres, & qu'ils puissent les faire parler ou taire à leur gré: si le droit de Représentation, seul garant des Loix & de la liberté, n'est qu'un droit illusoire & vain qui n'ait en aucun cas aucun effet nécessaire; je ne vois point de servitude pareille à la vôtre, & l'image de la liberté n'est plus chez vous qu'un leurre méprisant & puérile, qu'il est même indécent d'offrir à des hommes sensés. Que sert alors d'assembler le Législateur, puisque la volonté du Conseil est l'unique Loi? Que sert d'être so-

lemnellement des Magistrats , qui d'avance étoient déjà vos Juges , & qui ne tiennent de cette élection qu'un pouvoir qu'ils exerçoient auparavant ? Soumettez-vous de bonne grace , & renoncez à ces jeux d'enfants , qui devenus frivoles , ne sont pour vous qu'un avilissement de plus.

Cet état étant le pire où l'on puisse tomber , n'a qu'un avantage ; c'est qu'il ne sauroit changer qu'en mieux. C'est l'unique ressource des maux extrêmes , mais cette ressource est toujours grande , quand des hommes de sens & de cœur la sentent & savent s'en prévaloir. Que la certitude de ne pouvoir tomber plus bas que vous n'êtes , doit vous rendre fermes dans vos démarches ! mais soyez sûrs que vous ne sortirez point de l'abyme , tant que vous ferez d'avisés , tant que les uns voudront agir & les autres rester tranquilles.

Me voi i , Monsieur , à la conclusion de ces Lettres. Après vous avoir montré l'état où vous êtes , je n'entreprendrai point de vous tracer la route que vous devez suivre pour en sortir. S'il en est une , étant sur les lieux mêmes , vous & vos Concitoyens la devez voir mieux que moi : quand quand on sait où l'on est & où l'on doit aller , on peut se diriger sans peine.

L'Auteur des Lettres dit , que *si on remarquoit dans un Gouvernement une pente à la violence , il ne faudroit pas attendre à la redresser que la Tyrannie s'y fut forti-*

fiée (t). Il dit encore , en supposant un cas qu'il traite à la vérité de chimere , qu'il resteroit un remede triste , mais légal , & qui dans ce cas extrême pourroit être employé comme on emploie la main d'un Chirurgien , quand la gangrene se déclare (v). Si vous êtes ou non dans ce cas supposé chimérique , c'est ce que je viens d'examiner. Mon conseil n'est donc plus ici nécessaire ; l'Auteur des Lettres vous l'a donné pour moi. Tous les moyens de réclamer contre l'injustice , sont permis quand ils sont paisibles , à plus forte raison sont permis ceux qu'autorisent les Loix.

Quand elles sont transgressées dans des cas particuliers , vous avez le droit de Représentation pour y pouvoir. Mais quand ce droit même est contesté , c'est le cas de la garantie. Je ne l'ai point mise au nombre des moyens qui peuvent rendre efficace une Représentation , les Médiateurs eux-mêmes n'ont point entendu l'y mettre , puisqu'ils ont déclaré ne vouloir porter nulle atteinte à l'indépendance de l'Etat , & qu'alors cependant ils auroient mis , pour ainsi dire , la clef du Gouvernement dans leur poche (x). Ainsi

(t) Page 172.

(v) Page 101.

(x) La conséquence d'un tel système eût été d'établir un Tribunal de la Médiation résident à Genève , pour connoître des transgressions

dans le cas particulier , l'effet des Représentations rejetées, est de produire un Conseil général , mais l'effet du droit même de Représentation rejeté, paroît être le recours à la garantie. Il faut que la machine ait en elle-même tous les ressorts qui doivent la faire jouer : quand elle s'arrête, il faut appeller l'Ouvrier pour la remonter.

Je vois trop où va cette ressource, & je sens encore mon cœur patriote en gémir. Aussi, je le répète, je ne vous propose rien; qu'oserois-je dire ? Délibérez avec vos Concitoyens, & ne comptez les voix qu'après les avoir pesées. Défiez-vous de la turbulente jeunesse, de l'opulence insolente & de l'indigence vénale; nul salutaire Conseil ne peut venir de ces côtés-là. Consultez ceux qu'une honnête médiocrité garantit de séductions de l'ambition & de la misère; ceux dont une honorable vieillesse couronne une vie sans reproche; ceux qu'une longue expérience a versés dans les affaires publiques; ceux qui sans ambition dans l'Etat, n'y veulent d'autre

des Loix. Par ce Tribunal la souveraineté de la République eût bien-tôt été détruite, mais la liberté des Citoyens eût été beaucoup plus assurée qu'elle ne peut l'être, si l'on ôte le droit de Représentation. Or de n'être Souverain que de nom ne signifie pas grand chose, mais d'être libre en effet signifie beaucoup.

rang que celui de Citoyens ; enfin ceux qui n'ayant jamais eu pour objet de leurs démarches que le bien de la Patrie & le maintien des Loix, ont mérités par leurs vertus l'estime du public & la confiance de leurs égaux.

Mais sur-tout réunissez-vous tous. Vous êtes perdus sans ressource si vous restez divisés. Et pourquoi le seriez-vous, quand de si grands intérêts communs vous unissent ? Comment dans un pareil danger la basse jalousie & les petites passions osent-elles se faire entendre ? valent-elles qu'on les contente à si haut prix, & faudra-t-il que vos enfants disent un jour en pleurant sur leurs fers, voilà le fruit des dissensions de nos peres ? En un mot, il s'agit moins ici de délibération que de concorde ; le choix du parti que vous prendrez, n'est pas la plus grande affaire: Fût-il mauvais en lui-même, prenez-le tous ensemble ; par cela seul il deviendra le meilleur, & vous ferez toujours ce qu'il faut faire, pourvu que vous le fassiez de concert. Voilà mon avis, Monsieur, & je finis par où j'ai commencé. En vous obéissant j'ai rempli mon dernier devoir envers la Patrie. Maintenant je prends congé de ceux qui l'habitent ; il ne leur reste aucun mal à me faire, & je ne puis plus leur faire aucun bien.

F I N.

T A B L E

D E S

L E T T R E S

Contenues dans la seconde Partie.

L E T T R E VII. pag. 1
Etat présent du Gouvernement de Genève, fixé par l'Edit de la Médiation.

L E T T R E VIII. 41
Esprit de cet Edit. Contrepoids qu'il donne à la Puissance aristocratique. Entreprise du petit Conseil d'anéantir ce contrepoids par voie de fait. Examen des inconvénients allégués. Systèmes des Edits sur les emprisonnements.

L E T T R E IX. 99
Maniere de raisonner de l'Auteur des Lettres écrites de la Campagne. Son vrai but dans cet étrit. Choix de ces Exemples. Caractère de la Bourgeoisie de Genève. Preuve par les faits. Conclusion.

400

1/15

